



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-081

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 VILLE - MODIFICATION N°2 D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET DE CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU les autorisations de programme approuvées antérieurement par délibération des conseils municipaux suivants :

N°09007-Boulevard JM Grangent : création le 28 janvier 2009 par la délibération N°D-2009-004

N°09009-Réhabilitation des Halles Centrales : création le 28 janvier 2009 par la délibération N°D-2009-009

VU la délibération D-2014-307 du conseil municipal du 15/12/2014, ayant approuvé le budget primitif M14 de la Ville pour l'exercice 2015,

VU la délibération D-2015-009 du conseil municipal du 02/03/2015, ayant approuvé la délibération modificative N°1 pour l'exercice 2015

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement en place,

Il convient d'apporter des ajustements aux autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

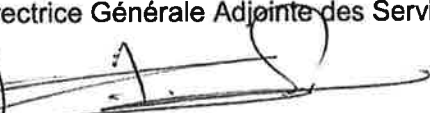

MODIFIE ces autorisations de programme, ces montants et l'échéancier des crédits de paiement qui y sont afférents,

AUTORISE le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET VILLE

Conseil municipal du 22/06/15

N° AP	OPERATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
09007	BD JM GRANGENT	2 328 600.00	8 500.00	9 000.00	0.00	415 306.00	460 000.00	152 252.00		1 283 542.00		
	<i>Ajustements proposés</i>	2 328 600.00	0.00	0.00	0.00	33 578.90	51 162.00	500 986.10	193 911.00	1 548 962.00		
09009	HALLES	5 173 000.00	86 250	19 225.70	125 429.24	366 656.28	2 089 258.30	2 164 282.00	321 898.48			
	<i>Ajustements proposés</i>	5 374 284.02	2 613.63	34 044.14	18 451.83	282 901.55	1 692 946.24	2 656 100.63	687 226.00			



**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-082**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF, DU COMPTE DE GESTION ET AFFECTATION DE RESULTATS

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Dans les prévisions, une discordance subsiste entre le Compte de Gestion et le Compte Administratif, entre le chapitre 024 (RI) et les chapitres 040 (DI et RI). Elle provient du fait que les crédits ouverts par le chapitre 024 basculent automatiquement vers les chapitres d'ordre correspondants sur le Compte de Gestion, alors qu'ils restent au chapitre 024 sur le Compte Administratif.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget de la Ville de Sète établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,

APPROUVE

le Compte Administratif du budget de la Ville de Sète pour l'exercice 2014
arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	62 471 853.63	84 564 773.34	147 036 626.97
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	17 316 178.12	84 399 837.69	101 716 015.81
	Opérations d'ordre	4 073 859.09	307 589.01	4 381 448.10
	TOTAL	21 390 037.21	84 707 426.70	106 097 463.91
DEPENSES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	62 471 853.63	84 564 773.34	147 036 626.97
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	22 256 325.05	80 177 237.15	102 433 562.2
	Opérations d'ordre	307 589.01	4 073 859.09	4 381 448.10
	TOTAL	22 563 914.06	84 251 096.24	106 815 010.30
RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	-1 173 876.85	456 330.46	-717 543.39
RESULTAT REPORTE 2013		-1 377 407.32	2 437 233.27	1 059 825.95
RESULTAT DE CLOTURE 2014		-2 551 287.17	2 893 563.73	342 279.56

AFFECTE comme suit le résultat de clôture du budget de la Ville pour l'exercice 2014 :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RESULTAT DE CLOTURE 2014	-2 551 284.17	2 893 563.73

RESTES A REALISER	RECETTES	3 078 067.14	
	DEPENSES	2 933 811.18	
Besoin de financement de la section d'investissement		-2 407 028.21	

Section d'Investissement

Recette compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » : 2 407 028,21

Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 486 535,52

2 893 563,73

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-083

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET EAU 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU COMPTE DE GESTION ET AFFECTATION DE RESULTATS

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT : Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE

les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE

le Compte de Gestion du budget de l'Eau établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE

le Compte Administratif du budget de l'Eau pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	5 342 223.79	1 233 223.00	6 575 446.79
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	915 808.82	939 922.95	1 855 731.77
	Opérations d'ordre	166 227.13	209 844.13	376 071.26
	TOTAL	1 082 035.95	1 149 767.08	2 231 803.03
DEPENSES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	5 342 223.79	1 233 223.00	6 575 446.79
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	1 651 495.52	655 950.53	2 307 446.05
	Opérations d'ordre	328 712.66	47 358.60	376 071.26
	TOTAL	1 980 208.18	703 309.13	2 683 517.31
RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	-898 172.23	446 457.95	-451 714.28
RESULTAT REPORTE 2013		-547 239.29	29 068.36	-518 170.84
RESULTAT DE CLOTURE 2014		-1 445 411.52	475 526.31	-969 885.21

AFFECTE comme suit le résultat de clôture du budget de l'Eau pour l'exercice 2014 :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE

		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RESULTAT DE CLOTURE 2014		1 445 411.52	475 526.31
RESTES A REALISER	RECETTES	1 289 000.00	
	DEPENSES	318 050.01	
Besoin de financement de la section d'investissement		-474 461.53	

Section d'Investissement

Recette compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » : 474 461,53

Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 1 064,78
475 526,31

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-084

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

**Objet : BUDGET PORT DES QUILLES 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF
DU COMPTE DE GESTION ET AFFECTATION DE RESULTATS**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT : Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget du Port des Quilles établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE le Compte Administratif du budget du Port des Quilles pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET				
	2014	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	175 577.86	333 482.47	509 060.33
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	57 110.36	312 429.36	369 539.72
	Opérations d'ordre	37 684.07		37 684.07
	TOTAL	94 794.43	312 429.36	407 223.79
DEPENSES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	175 577.86	333 482.47	509 060.33
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	95 469.66	199 896.44	295 366.10
	Opérations d'ordre		37 684.07	37 684.07
	TOTAL	95 469.66	237 580.51	333 050.17
RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	-675.23	74 848.85	74 173.62
RESULTAT REPORTE 2013		-48 317.54	8 595.47	-39 722.07
RESULTAT DE CLOTURE 2014		-48 992.77	83 444.32	34 451.55

AFFECTER comme suit le résultat de clôture du budget du Port des Quilles pour l'exercice 2014 :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RESULTAT DE CLOTURE 2014	-48 992.77	83 444.32

RESTES A REALISER	RECETTES		
	DEPENSES	8 936.48	
Besoin de financement de la section d'investissement		-57 929.25	

Section d'Investissement

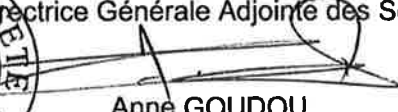
Recette compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » : 57 929.25


Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 25 515.07

83 444.32

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-085

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget des Pompes Funèbres établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE le Compte Administratif du budget des Pompes Funèbres pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	452 937.37	1 334 761.32	1 787 698.69
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	195 000.00	1 188 998.91	1 383 075.94
	Opérations d'ordre	86 179.44	1 463.51	87 642.95
	TOTAL	281 179.44	1 190 462.42	1 471 641.86
DEPENSES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	452 937.37	1 334 761.32	1 787 698.69
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	62 569.09	1 092 241.89	1 154 810.98
	Opérations d'ordre	1 463.51	86 179.44	87 642.95
	TOTAL	64 032.60	1 178 421.33	1 242 453.93

RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	217 146.84	12 041.09	229 187.93
RESULTAT REPORTE 2013		165 537.37	-97 899.32	67 638.05
RESULTAT DE CLOTURE 2014 (hors RAR)		382 684.21	-85 858.23	296 825.98

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RESULTAT DE CLOTURE 2014	382 684.21	-85 858.23

RESTES A REALISER	RECETTES		
	DEPENSES	21 053.34	
RESULTAT DE CLOTURE 2014		361 630.87	-85 858.23

Section d'Investissement



Recette compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 382 684.21

Section de Fonctionnement

Dépense compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 85 858.23

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-086

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget du Crématorium établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE

le Compte Administratif du budget du Crématorium pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	285 525.20	938 856.00	1 224 381.20
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	144 820.20	917 755.94	1 062 576.14
	Opérations d'ordre	68 568.36	518.33	69 086.69
	TOTAL	213 388.56	918 274.27	1 131 662.83
DEPENSES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	285 525.20	938 856.00	1 224 381.20
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	56 063.60	812 699.83	868 763.43
	Opérations d'ordre	518.33	68 568.36	69 086.69
	TOTAL	56 581.93	881 268.19	937 850.12

RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	156 806.63	37 006.08	193 812.71
RESULTAT REPORTE 2013		-44 820.20	25 339.29	-19 480.91
RESULTAT DE CLOTURE 2014 (hors RAR)		111 986.43	62 345,37	174 331.80

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RESULTAT DE CLOTURE 2014	111 986.43	62 345.37

RESTES A REALISER	RECETTES		
	DEPENSES	18 750.00	
RESULTAT DE CLOTURE 2014		93 236.43	62 345.37

Section d'Investissement

Recette compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 111 986.43

Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 62 345.37

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-087

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CFA 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L 1612-12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget du CFA établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE le Compte Administratif du budget du CFA pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	90 931.66	1 936 595.43	2 027 527.09
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	17 772.08	1 811 634.33	1 829 406.41
	Opérations d'ordre	12 819.40		12 819.40
	TOTAL	30 591.48	1 811 634.33	1 842 225.81
DEPENSES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	90 931.66	1 936 595.43	2 027 527.09
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	77 322.91	1 863 431.09	1 940 754.00
	Opérations d'ordre		12 819.40	12 819.40
	TOTAL	77 322.91	1 876 250.49	1 953 573.40

RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	-46 731.43	-64 616.16	-111 347.59
RESULTAT REPORTE 2013		65 931.66	105 937.65	171 869.31
RESULTAT DE CLOTURE 2014 (hors RAR)		19 200.23	41 321.49	60 521.72
		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	
RESULTAT DE CLOTURE 2014		19 200.23	41 321.49	
RESTES A REALISER	RECETTES			
	DEPENSES	1 560.00		
RESULTAT DE CLOTURE 2014		17 640.23	41 321.49	

Section d'Investissement

Recette compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 19 200.23

Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 41 321.49

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-088

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CFP 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du budget du CFP établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE le Compte Administratif du budget du CFP pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	13 179.81	317 695.52	330 875.33
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	3 359.63	262 032.82	265 392.45
	Opérations d'ordre	3 626.46		3 626.46
	TOTAL	6 986.09	262 032.82	269 018.91
DEPENSES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	13 179.81	317 695.52	330 875.33
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	5 070.20	288 784.98	293 855.18
	Opérations d'ordre		3 626.46	3 626.46
	TOTAL	5 070.20	292 411.44	297 481.64

RESULTAT 2014	SOLDE BRUT	D'EXECUTION	1 915.89	-30 378.62	-28 462.73
RESULTAT REPORTE 2013			6 179.81	33 051.60	39 231.41
RESULTAT DE CLOTURE 2014 (hors RAR)			8 095.70	2 672.98	10 768.68
			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	
RESULTAT DE CLOTURE 2014			8 095.70	2 672.98	
RESTES A REALISER	RECETTES				
	DEPENSES		1 891.37		
RESULTAT DE CLOTURE 2014			6 204.33	2 672.98	

Section d'Investissement

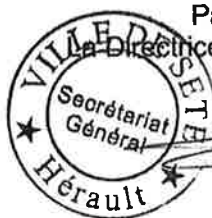
Recette compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 8 095.70

Section de Fonctionnement

Recette compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 2 672.98

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-089

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT : Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVE le Compte de Gestion du Lotissement du Parc Aquatechnique établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVE le Compte Administratif du budget du Lotissement du Parc Aquatechnique pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	248 705.00	620 105.00	868 810.00
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles		241 472.81	241 472.81
	Opérations d'ordre	21 195.25		21 195.25
	TOTAL	21 195.25	241 472.81	262 668.06
DEPENSES	<u>PREVISIONS</u>			
	<u>TOTALES</u>	248 705.00	620 105.00	868 810.00
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles	248 704.23	220 277.56	468 981.79
	Opérations d'ordre		21 195.25	21 195.25
	TOTAL	248 704.23	241 472.81	490 177.04

RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	-227 508.98	0.00	-227 508.98
RESULTAT REPORTE 2013		233 867.73	-496 433.59	-262 565.86
RESULTAT DE CLOTURE 2014		6 358.75	-496 433.59	-490 174.84

Section d'Investissement



Recette compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 6 358.75

Section de Fonctionnement

Dépenses compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 496 433.59

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-090

FINANCES

Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE NORD 2014 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF ET DU COMPTE DE GESTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

VU l'article L-1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales

VU l'instruction budgétaire et comptable M14

VU le budget primitif de l'exercice 2014

VU les décisions modificatives du même exercice

VU les titres définitifs de créances à recouvrer

VU le détail des mandats établis par Monsieur le Maire, ordonnateur

VU le Compte de Gestion dressé par le comptable, Monsieur le Receveur Municipal pour 2014 ainsi que l'état des restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2015

Le Compte Administratif, établi annuellement par l'ordonnateur à la clôture de l'exercice budgétaire et le Compte de Gestion, dressé pour la même période par le comptable, rendent compte des opérations budgétaires exécutées durant l'exercice.

Ils présentent les résultats comptables de l'exercice et permettent de rapprocher les prévisions ou autorisations inscrites au budget et les réalisations effectives.

Toutes les opérations de l'exercice 2014 sont définitivement closes et les crédits restés sans emploi sont annulés

En application de l'article L.1612.12 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution du budget.

CONSIDERANT : Le résultat définitif de l'EXERCICE 2014 est égal au COMPTE ADMINISTRATIF du MAIRE pour le même exercice,

Compte tenu de ces éléments, je vous invite, mes chers collègues à :

CONSTATER les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exécution de l'exercice, au bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

APPROUVER le Compte de Gestion du Lotissement du Parc Aquatechnique Nord établi pour l'exercice 2014 par le Trésorier principal

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

APPROUVER le Compte Administratif du budget du Lotissement du Parc Aquatechnique Nord pour l'exercice 2014 arrêté aux résultats suivants :

ADOpte A LA MAJORITE PAR 39 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE

EXECUTION DU BUDGET 2014		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	365 176.35	365 176.35	730 352.70
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles			
	Opérations d'ordre			
	TOTAL	0.00	0.00	0.00
DEPENSES	<u>PREVISIONS TOTALES</u>	365 176.35	365 176.35	730 352.70
	<u>REALISATIONS</u>			
	Opérations réelles			
	Opérations d'ordre			
	TOTAL	0.00	0.00	0.00

RESULTAT 2014	SOLDE D'EXECUTION BRUT	0.00	0.00	0.00
RESULTAT REPORTE 2013		-124 125.07	11 618.37	-112 506.70
RESULTAT DE CLOTURE 2014		-124 125.07	11 618.37	-112 506.70

Section d'Investissement

Dépenses compte 001 « Résultat d'investissement reporté » : 124 125.07

Section de Fonctionnement

Recettes compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté » 11 618.37

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-091

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°2 de la VILLE qui se présente ainsi :

Section investissement.....	11 870 393,41 €
Section fonctionnement.....	679 727,28 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	2 551 284.17	Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	2 407 028.21
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	747 325.32
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	626 169.29		Propositions nouvelles	708 352.74
	Propositions nouvelles	-21 329.01		RAR 2014	38 972.58
	RAR 2014	647 498.30	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	3 000 000.00
ch. 204	Subventions équipements	29 177.38		RAR 2014	3 000 000.00
	Propositions nouvelles	-103 500.00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
	RAR 2014	132 677.38			
Ch. 21	Immobilisations corporelles	1 312 518.52	Ch. 23	Immobilisations En cours	5 538 949.96
	Propositions nouvelles	556 782.36		Propositions nouvelles	5 500 000.00
	RAR 2014	755 736.16		RAR 2014	38 949.96
Ch. 23	Immobilisations En cours	6 134 840.26	Ch. 26	Participations créances	
	Propositions nouvelles	5 219 114.71	Ch. 27	Autres imm. financières	
	RAR 2014	915 725.55	Ch. 4582	Compte de tiers	144.60
Ch. 26	Participations créances	100 000.00		RAR 2014	144.60
Ch. 27	Autres immobilis.	1 000.00			
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers	45 596.60	Ch. 024	Produits des cessions	
	RAR 2014	45 596.60			
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Opérations d'Equipement		1 069 807.19	021	Vir. de section d'exploitation	176 945.32
	Propositions nouvelles	633 230.00			
	RAR 2014	436 577.19			
	TOTAL	11 870 393.41		TOTAL	11 870 393.41

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	107 586.34	002	Report à nouveau	486 535.52
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-214 544.00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	40 442.00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	478 908.00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	-116 537.00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	130 831.62	Ch. 74	Subventions d'exploitation	242 201.00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
023	Virement section inves.	176 945.32	Ch. 77	Produits exceptionnels	27 085.76
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	679 727.28		TOTAL	679 727.28

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°2 de la VILLE.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-092

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET EAU 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°2 du budget annexe de l'EAU 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement..... 1 826 361.53 €

Section fonctionnement..... 63 964.78 €

VILLE DE SETE

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	1 445 411.52	Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	474 461.53
Ch.20	Immobilisations incorporelles		Ch.13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	69 240.33		RAR 2014	1 200 000.00
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	244 124.19		RAR 2014	89 000.00
AP/CP	Op. d'équipements				
11001 Ch. d'eau	RAR 2014	4 685.49			
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 900.00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	62 900.00
	TOTAL	1 826 361.53		TOTAL	1 826 361.53

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	1 064,78
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel	1 064,78	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch O23	Virem. à section d'investissement	62 900,00	Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 900,00
	TOTAL	63 964,78		TOTAL	63 964,78

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°2 du budget annexe de l'EAU 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE, Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-093

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°1 du budget annexe du PORT DES QUILLES 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement..... 57 929.25 €

Section fonctionnement..... 25 515.07 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	48 992.77	Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	57 929.25
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
	RAR 2014	8 936.48			
Ch. 041	Opérations Patrimoniales		Ch. 041	Opérations Patrimoniales	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	57 929.25		TOTAL	57 929.25

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	25 515.07
Ch. 011	Charges à carac. général	30 515.07	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 69	Charges exceptionnelles	-5 000.00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 77	Produits exceptionnels	
	TOTAL	25 515.07		TOTAL	25 515.07

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe du PORT DES QUILLES 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-094

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°1 du budget annexe Pompes Funèbres 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement.....	321 784.21 €
Section fonctionnement.....	85 858.23 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	382 684.21
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch.20	Immobilisations incorporelles	20 000.00	Ch.13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	15 000.00		RAR 2014	
Ch.21	Immobilisations en cours	130 730.87			
	RAR 2014	2 303.34			
Ch. 23	Immobilisations En cours	150 000.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	-60 900.00
	RAR 2014	3 750.00		RAR 2014	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	321 784.21		TOTAL	321 784.21

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	85 858.23	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 70	Vente de produits	85 858.23
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	85 858.23		TOTAL	85 858.23

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe des Pompes Funèbres 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Secrétaire Général
Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-095

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°1 du budget annexe Du CREMATORIUM 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement.....	90 331.80 €
Section fonctionnement.....	62 345.37 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	111 986.43
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	21 581.80	Ch. 13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	15 000.00		RAR 2014	
Ch. 23	Immobilisations En cours	50 000.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	-34 000.00
	RAR 2014	3 750.00		RAR 2014	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		Ch. 041	Opérations Patrimoniales	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	12 345.37
	TOTAL	90 331.80		TOTAL	90 331.80

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	62 345.37
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel	50 000.00	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch O23	Virem. à section d'investissement	12 345.37	Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	62 345.37		TOTAL	62 345.37

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe du CREMATORIUM 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Général
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-096

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CFA 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du CFA qui se présente ainsi :

Section investissement.....	19 200.23 €
Section fonctionnement.....	41 321.49 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	19 200.23
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	17 640.23	Ch. 23	Immobilisations En cours	
RAR		1 560.00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Ch. 041	Opérations patrimoniales				
	TOTAL	19 200.23		TOTAL	19 200.23

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch.002	Report à nouveau	41 321.49
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	38 321.49	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	3 000.00	Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section inves.		Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	41 321.49		TOTAL	41 321.49

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 du CFA.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-097

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CFP 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du CFP qui se présente ainsi :

Section investissement.....	9 095.70 €
Section fonctionnement.....	0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	8 095.70
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles		Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	7 204.33	Ch. 23	Immobilisations En cours	
RAR		1 891.37	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 27	Autres Imm. financières	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	1 000.00
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Ch. 041	Opérations patrimoniales				
	TOTAL	9 095.70		TOTAL	9 095.70



FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	9 537.00	Ch.002	Report à nouveau	2 672.98
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-10 537.00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	-2 672.98
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	1 000.00	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section inves.		Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 du CFP.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-098

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du lotissement du PARC AQUATECHINQUE qui se présente ainsi :

Section investissement.....

0 €

Section fonctionnement.....

4 000 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles		Ch. 16	Emprunts et dettse assimilés	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles		Ch. 23	Immobilisations En cours	
RAR			Ch. 26	Participations créances	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Ch. 041	Opérations patrimoniales				
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch.002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	2 000.00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 66	Charges financières	2 000.00	Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 76	Produits financiers	
Ch. 043	Opérations ordre intérieur section fonct	2 000.00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
O23	Virement section Inves.		Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			Ch. 043	Opérations ordre intérieur section	2 000.00
	TOTAL	4 000.00		TOTAL	4 000.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 du lotissement du PARC AQUA

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-099

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

TOURISME

Objet : OFFICE DE TOURISME - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le du Code du Tourisme et notamment les articles L. 133-4 à L 133-10,
Vu la délibération 2015010 du 13 mars 2015 du Comité de Direction de l'Office de Tourisme,
relative à l'approbation du bilan d'activité 2014 ;

Vu la délibération 2015011 du 13 mars 2015 du Comité de Direction de l'Office de Tourisme,
relative à l'approbation du compte administratif et du rapport financier 2014 ;

Selon l'article L133-8 du Code du Tourisme, le budget et les comptes de l'office, délibérés par le comité de direction, sont soumis à l'approbation du conseil municipal.

Le compte administratif 2014 de l'Office de Tourisme présente :

En section de fonctionnement :

Dépenses : 1 806 777,37 €

Recettes : 1 999 359,92 €

Solde d'exécution : 128 257,90 en section de fonctionnement

Report N-1 : 128 257,90 €

Total résultat cumulé +320 840,45 €

En section d'investissement

Dépenses : 49 907,27 €

Recettes : 58 274,47

Solde d'exécution : 8 367,20 €

Report N-1 : -8 236,91 €

Total résultat cumulé : +130,29 €

Résultat

Résultat cumulé : +320 970,74 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le compte administratif 2014 de l'Office de Tourisme de Sète.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-100

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

TOURISME

Objet : TAXE DE SEJOUR - NOUVELLE TARIFICATION APPLICABLE AU 1ER JANVIER 2016

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

La délibération 2015-016 du 2 mars 2015 a fixé les nouvelles conditions relatives au dispositif de la réforme de la taxe de séjour publiée par la loi 2014-1654 du 29 décembre 2014.

Afin de permettre aux professionnels de disposer des tarifs de la taxe de séjour avant le démarrage de leurs actions de promotion, nous vous proposons une nouvelle grille tarifaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les tarifs ont été fixés au maximum défini pour chaque catégorie dans la loi 2015-016. Par rapport à 2015, les tarifs des palaces sont majorés de 0,40€, des établissements 5* de 0.30€, les établissements 4* de 0.48€ et les établissements 3* de 0.55€. Les tarifs des villages vacances et des auberges de jeunesse passent à 0.83 €, au lieu de 0.44 € et augmentent ainsi de 0,39€.

Le seuil maximal a été retenu par un grand nombre de communes depuis 2015, compte tenu de l'exonération dorénavant appliquée à tous les mineurs et non plus seulement aux enfants de moins de 12 ans.

Le relèvement des tarifs a pour objectif de compenser, au moins en partie, la baisse de recettes induite par cette mesure.

En euros

Catégories d'hébergement - Régime de taxation au RÉEL (Taxe additionnelle du département <u>incluse</u>)	Tarifs
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,40
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,30
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,48
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,65
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,99
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,83
Hôtels, résidences de tourisme et villages vacances en attente de classement ou sans classement	0,83
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement et Auberges de jeunesse	0,83
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,60
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes,	0,22

Catégories d'hébergement - Régime de taxation au FORFAIT (Taxe additionnelle du département <u>incluse</u>)	Tarif plafond
Ports de plaisance	0.22

Loyers inférieurs à 9 €	Tarif plafond
Les locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 9 euros par personne et par nuit sont exemptés de la taxe de séjour	Exempté

La loi 2014-1654 du 29 décembre 2014 a introduit la possibilité de recourir à la taxation d'office et prévoit également d'assujettir les professionnels qui assurent un service de réservation par voie électronique. Les décrets d'application n'ayant pas encore été publiés, une prochaine délibération viendra donc intégrer ces modalités.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

FIXE

les nouveaux tarifs de la taxe de séjour pour les hébergements situés sur la commune de Sète, applicables à compter du 1^{er} janvier 2016,

APPROUVE

le règlement annexé à la présente délibération qui fixe le dispositif applicable en matière de collecte et de recouvrement de la taxe de séjour, tel que fixé par le Code Général des Collectivités Territoriales.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-101

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : SCHEMA DE MUTUALISATION DES SERVICES DE THAU AGGLO ET SES COMMUNES MEMBRES - APPROBATION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-39-1 et L.5211-4-1 et L.5126-5,

Vu l'information du Comité technique paritaire en date du 23 avril 2015,

La loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles dites « Loi MAPTAM », ont initié un mouvement de fond qui vise à structurer et amplifier les pratiques de mutualisation, des services entre les intercommunalités et les communes membres et par là même à favoriser l'intégration du bloc local.

Dans ce cadre, Thau agglo a élaboré un projet de schéma de mutualisation entre les services de l'EPCI et ceux des communes membres après étude des scénarios devant permettre à chaque collectivité de mesurer l'opportunité organisationnelle, juridique, financière de mutualiser.

Les élus communautaires ont approuvé en séance du conseil du 28 avril 2015 la décision du Président d'adresser aux communes membres le projet de schéma de mutualisation pour avis. Ensuite, il appartiendra au Conseil communautaire d'adopter définitivement le schéma de mutualisation, avant transmission aux communes et mise en œuvre.

Par la suite, la mise en œuvre du schéma devra donner lieu, chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou du vote du budget, à une communication du président au conseil communautaire sur l'avancement du schéma.

La mutualisation des services participe de la réponse à de nombreux enjeux auxquels sont désormais confrontées les collectivités locales :

- Enjeux d'efficience de l'action publique par la mise en place d'une meilleure organisation,
- Enjeux de changement et de modernisation de l'administration en vue de favoriser l'émergence de nouvelles pratiques et de nouvelles cultures administratives,
- Enjeux d'optimisation des moyens/ ressources par la réalisation d'économie d'échelle et la maximisation du coefficient de mutualisation dans le calcul de la DGF.

C'est dans ce cadre d'opportunité et de contrainte, que Thau agglo avec ses communes membres, se sont engagées dès juin 2014 dans une démarche d'élaboration du présent schéma de mutualisation des services (document joint en annexe) soumis à notre approbation.

En effet, lors du Bureau communautaire du 4 juin 2014, à la suite d'une présentation du processus de mutualisation en séance, les membres du bureau ont validé le lancement de la démarche d'élaboration du projet de schéma et l'accompagnement par le Cabinet Landot. Ainsi, au cours des mois de juillet et août, le cabinet Landot, lors d'entretien individuel avec chacun des maires des communes membres a recueilli les attentes et souhaits des communes en matière de mutualisation. Ce recueil a permis un recensement des possibilités et hypothèses de mutualisation et un cadrage du travail technique des services.

Le 27 août 2014 avait lieu une réunion de restitution aux élus de ces entretiens par le Cabinet Landot lors de laquelle était validé d'une part, l'exploration de 25 domaines susceptibles d'être mutualisés, et d'autre part une méthodologie et un calendrier de travail.

Dès lors, dès mi-septembre 2014 et jusqu'à février 2015 se sont tenues 10 séances de travail en présence des Directeurs Généraux des Services, des services municipaux et intercommunaux concernés par les thématiques abordées. Au total sur les 25 domaines susceptibles d'être mutualisés, 31 thématiques ont été étudiées.

De ces instances techniques sont ressorties plusieurs hypothèses de travail :

- 15 secteurs pourraient être mutualisés dès janvier 2016, sous la forme juridique privilégiée du service commun voire de la mise à disposition et sur la base de périmètres variables selon la volonté des communes ;
- généralisation du recours à des outils de coopération : groupement de commande, acquisition de logiciels métiers mutualisés ;
- renforcement des partenariats avec d'autres structures tel que le Syndicat mixte du bassin de Thau, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Sète, et le SIVOM de Frontignan.

A partir de ces constats, un projet de schéma a été élaboré. Il est articulé autour de 2 axes de mutualisation :

- la recherche d'efficience dans l'action publique locale par la mise en œuvre d'une véritable stratégie de rationalisation de fonctions supports sur le territoire
- la diversification et la structuration de l'ingénierie territoriale au travers de la mise en place de pôle d'appui dans les domaines stratégiques et programmatiques

Les propositions d'actions de mises en œuvre de ce schéma peuvent se synthétiser dans le tableau ci-contre :

Thématique	Collectivité(s)	Etat d'avancement	Outil mutualisation de	Effectivité
> La recherche d'efficience dans l'action publique locale				
DGS mutualisée	Sète	Expérimenté	Service commun	T4 année 2015
DRH mutualisée : - en totalité - hors direction	- Sète et Marseillan - Balaruc-les-Bains - Frontignan	- Expérimenté - en cours d'étude - à étudier	Service commun	- T4 année 2015 - T1 2016 - T1 2016
DFI mutualisée	- Sète - Marseillan, Balaruc-les-Bains et Frontignan	- Expérimenté - en cours d'étude	Service commun	- T1 2016 - T1 2016
Thématique	Collectivité(s)	Etat d'avancement	Outil mutualisation de	Effectivité
DSI mutualisée	- Sète - Marseillan, Mireval, Vic-la-Gardiole	- Expérimenté - en cours d'étude	Service commun	- T3 2015 - T1 2016
Achats	Sète	En cours d'étude	Service commun	T1 2016
Commande publique	Sète	En cours d'étude	Service commun	T1 2016
Réunion des DGS interco.	Toutes	Mis en œuvre. Action en marge du processus de mutualisation.		
Imprimerie	Sète	Etude initiée		
Services opérationnels	- Frontignan - Frontignan et Sète - Balaruc-les-Bains et Sète	- Etude des possibilités de mutualisation d'un parc de gros matériels techniques. - Etude des possibilités de mutualisation de l'entretien des plages et du dragage des ports - Etude de mutualisation d'une serre de production de plantes méditerranéennes		
> La diversification et structuration de l'ingénierie territoriale				
Gestion et entretien des ZAE	Toutes	Mis en œuvre	Mise à disposition	T2 2015
Gestion des bâtiments et du patrimoine bâti	Sète	Expérimenté	Service commun	T2 2015
Relogement et accès au logement	Sète	Expérimenté	Mise à disposition	T2 2015
Aménagement et urbanisme opérationnel	Sète et Marseillan	Expérimenté	Mise à disposition ou service commun	T2 2015
Recherche de financements et coopérations	Toutes	A étudier	Service commun	T4 2015

SIG	Toutes + SMBT + SIVU	Expérimenté	Service commun	T2 2015
Observatoire fiscal	Toutes	Prêt à être expérimenté	Service commun	T4 2015
Déploiement politique sportive	Toutes	Expérimenté	Mise à disposition	T3 2015

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE


le projet de schéma de mutualisation entre Thau agglo et ses communes membres pour la durée du mandat.

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-102

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - ELECTION DES REPRESENTANTS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 20 juin 2014, le Conseil municipal a procédé à l'élection de ses représentants au sein de la Commission d'Appel d'Offres (CAO), comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie TAILLADE	Catherine MARAVAL
Jean-Claude GROS	Rudy LLANOS
Conception CANDORE-PELIZZA	Hervé MERZ
Anne de GRAVE	Emile-Francis SUBITANI
Janine LEGER	Philippe SANS

Par courriers reçu en mairie le 28/01/2015, Monsieur Philippe SANS a informé Monsieur le Sénateur-Maire de sa démission de son mandat de conseiller municipal.

Madame Janine LEGER en a fait de même par courrier reçu en mairie le 19/05/2015.

Conformément à l'article 22 du code des Marchés Publics, la liste à laquelle Monsieur Philippe SANS et Madame Janine LEGER appartenaient, étant dans l'impossibilité de pourvoir au remplacement de son membre titulaire définitivement empêché du fait de l'inexistence de membres suppléants, il convient de procéder au renouvellement intégral des élus chargés de représenter le Conseil municipal au sein de cette commission.

Il est rappelé que la CAO est présidée par le Maire ou son représentant, et comporte cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que le vote se déroule, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE qu'il soit procédé à l'élection des représentants du Conseil municipal au sein de la Commission d'Appel d'Offres, à main levée.

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Liste a :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie TAILLADE	Catherine MARAVAL
Jean-Claude GROS	Rudy LLANOS
Conception CANDORE-PELIZZA	Hervé MERZ
Anne De GRAVE	Emile-Francis SUBITANI
Eliane SARDA	Antoine DE RINALDO

Liste b :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christian DALMON	Marie-Christine VION-LECLERC

Liste c :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Claude CUAZ	Marie-Christine AUBERT

Suffrages exprimés :

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

Liste a : POUR : 32 – ABSTENTION : 11

Liste b : POUR : 8 – ABSTENTION : 35

Liste c : POUR : 3 – ABSTENTION : 40

Sont désignés :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie TAILLADE	Catherine MARAVAL
Jean-Claude GROS	Rudy LLANOS
Conception CANDORE-PELIZZA	Hervé MERZ
Anne De GRAVE	Emile-Francis SUBITANI
Christian DALMON	Marie-Christine VION-LECLERC



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Secrétaire Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-103

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : CONSEIL PORTUAIRE DU PORT CONCHYLICOLE DU BARROU - DESIGNATION D'UN ELU REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par lettre du 09 avril 2015, Le Département de l'Hérault nous saisit, de la nécessité de désigner les représentants de la commune au sein du Conseil Portuaire du port conchylicole du Barrou.

En effet, ce dernier a été transféré au Département en décembre 2013.

Le Code des Transports (article R5314-13) prévoit que dans les ports où se pratique une seule activité, comme la pêche ou le commerce, il est institué un Conseil Portuaire.

Cette instance, obligatoire est consultée sur les actes de gestion du port et composée notamment, de représentants du Conseil Départemental, du Concessionnaire, des Usagers et de certains personnels du Port, des Conseils Municipaux sur le territoire desquels s'étend le port.

La Ville de Sète y est représentée par un titulaire et un suppléant.

La désignation des représentants du Conseil Municipal dans les organismes se, fait selon l'article L2121-21 du Code Général des collectivités, au scrutin secret; le Conseil Municipal pouvant décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret, je vous propose que cette désignation se fasse, si vous en êtes d'accord à main levée.

Il est donc proposé que la ville soit représentée par les deux membres suivants du Conseil Municipal :

Sont candidats :

Titulaires :
Romain FERRARA
Jean-Luc BOU
Virginie ANGEVIN

Suppléants :
Gérard NAUDIN
Marion JEANNE
Marie-Christine AUBERT

Votants : 43

Ont obtenus :

Romain FERRARA
Jean-Luc BOU
Virginie ANGEVIN

Gérard NAUDIN : Pour 32 – Abstention : 11
Marion JEANNE : Pour 8 – Abstention : 35
Marie-Christine AUBERT : Pour 3 – Abstention : 40

Sont désignés :

Titulaire
Romain FERRARA

Suppléant
Gérard NAUDIN


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


ACCEPTE que nous procédions à cette désignation à main levée

DESIGNE comme représentants de la Ville afin de siéger au Conseil Portuaire du port conchylicole du Barrou, Romain FERRARA en tant que titulaire et Gérard NAUDIN en tant que suppléant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-104

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015 2020 - APPROBATION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 2014 – 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires

Vu le décret d'application n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Vu la circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération

Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités d'élaboration opérationnelles des contrats de ville Vu l'avis du comité de pilotage en date du 12 juin 2015
Vu l'avis de la commission politique de la ville de Thau aggro en date du 10 juin 2015

Monsieur MERZ, adjoint au maire, s'exprime en ces termes :

La Politique de la Ville désigne la politique mise en place depuis des années par les pouvoirs publics sur certains quartiers où des difficultés se cumulent, afin de réduire les inégalités sociales et les écarts de développement entre les territoires. Cette politique vient compléter le droit commun.

Une réforme de la politique de la ville a été engagée depuis 2012 pour aboutir **le 21 février 2014** à la promulgation de la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine qui en a fixé les nouveaux principes :

En proposant une refonte de la géographie prioritaire et en concentrant les efforts de l'Etat sur les zones les plus en difficulté.

En installant le principe de co-construction de la politique de la ville avec les habitants.

En instaurant un contrat urbain global à l'échelle intercommunale

En définissant une nouvelle étape de rénovation urbaine indissociable du volet social.

La circulaire du Premier Ministre du **30 juillet 2014** a décliné ces principes par la définition des 3 piliers autour desquels devait s'engager la préparation des contrats de nouvelle génération **2015 - 2020**.

- Un pilier cohésion sociale
- Un pilier développement de l'activité économique et de l'emploi
- Un pilier cadre de vie et renouvellement urbain.

Et des axes transversaux :

- La lutte contre les discriminations
- L'égalité homme/femme
- La jeunesse.

Adossé au projet de territoire de l'EPCI, ce contrat de ville coproduit par l'Etat, Thau aggro et les villes de Sète et Frontignan, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF auxquels s'associeront d'autres partenaires, doit viser à assurer l'égalité entre les territoires, à diminuer les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et les autres territoires et à améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers.

Trois quartiers prioritaires ont été retenus sur le périmètre de Thau aggro : un à Frontignan, le quartier des Deux Pins et deux à Sète, l'Ile de Thau et le Centre ville/ Ile sud.

Conformément au principe directeur de gouvernance, c'est Thau aggro qui est chargée de la définition des orientations, de l'animation, de la coordination du contrat de ville et de la mise en œuvre des actions.

A ce titre, un accord-cadre, résultat d'une forte mobilisation des partenaires de la politique de la ville est proposé, définissant, à partir du diagnostic d'un cabinet d'études souhaité et financé par l'Etat, des orientations stratégiques, des objectifs opérationnels et des pistes d'actions.

Il s'organise autour de 4 enjeux :

- Favoriser le développement économique et l'emploi des publics des quartiers prioritaires
- Développer une politique de logement, de rénovation urbaine et favoriser le vivre ensemble dans les quartiers.
- Favoriser la réussite éducative et l'engagement citoyen – prévenir la délinquance et accompagner les victimes
- Promouvoir la Santé – Faciliter l'accès aux droits – Lutter contre les exclusions.

Cet accord-cadre sera signé au plus tard en juillet 2015 par le Préfet, le Président de Thau agglo, les Maires des communes des quartiers prioritaires, les Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental, les représentants de la Caisse d'Allocations Familiales et des bailleurs sociaux.

Il pourra s'enrichir de conventions d'autres partenaires qui souhaiteront s'impliquer dans ces objectifs et qui pourront compléter ce document.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes du contrat-cadre ci-annexé

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ledit contrat ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-105

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015 2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La Politique de la Ville désigne la politique mise en place par les pouvoirs publics, en complément du droit commun sur certains quartiers où des difficultés se cumulent, afin de réduire les inégalités sociales et les écarts de développement entre les territoires.

Cette politique s'est concrétisée par la déclinaison depuis des années de divers contrats dont le dernier en date le Contrat Urbain de Cohésion sociale 2007/2014 signé par l'Etat, la commune, le Conseil général, la CAF et Thau agglomération qui s'est achevé fin 2014.

Un nouveau contrat 2015-2020 est en cours d'élaboration sous la gouvernance de Thau agglomération et devrait se signer en juillet 2015 avec les partenaires déjà cités plus le Conseil régional et certainement d'autres comme les bailleurs sociaux.

L'année 2015 est donc une année de transition cependant les nouveaux principes fixés dans la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 et la circulaire du Premier

Ministre du 30 juillet 2014 ont été respectés en particulier les 3 piliers d'intervention et le nouveau périmètre des quartiers prioritaires.

Les 3 piliers autour desquels s'engageront les partenaires sont :

Un pilier cohésion sociale

Un pilier développement de l'activité économique et de l'emploi

Un pilier cadre de vie et renouvellement urbain.

Les nouveaux quartiers sont :

Ile de Thau et Centre ville/ Ile Sud.

Le quartier **de l'Ile de Thau** comprend la totalité des immeubles gérés soit par l'OPH soit par Hérault Habitat.

Le quartier **Centre ville / Ile sud** s'étire sans discontinuité sur 3 zones délimitées de la façon suivante :

La première au début du Quartier Haut : des parcelles de la rue Rapide à la rue Paul Valéry s'arrêtant rue Villefranche et se prolongeant sur une partie du quartier Cœur de ville pour des parcelles de la rue Jean Jaurès et de la rue Raymond Lefèbvre à la rue colonel Fabien.

La deuxième au bas du quartier Révolution : des parcelles du bas de l'avenue Max Dormoy à la rue Montmorency s'arrêtant rue Révolution et rues du 11 Novembre et du Député Molle

La troisième pour une partie du quartier des 4 Ponts: des parcelles longeant les rues Lazare Carnot, la Peyrade et Pierre Sémard.

Ces périmètres Centre ville/Ile sud sont à peu près les périmètres retenus dans le cadre du projet de requalification des quartiers anciens dégradés que mène la ville depuis 2011.

Un appel à projets pour cette année a été envoyé aux éventuels porteurs de projet qui ont souhaité mettre en œuvre des actions en faveur des habitants pour les 2 quartiers retenus

A la suite de cet appel à projets, les dossiers transmis par les associations ont été pré-instruits par le service politique de la ville puis par les services des différents partenaires en Comité Technique du 7 avril 2015 enfin présentés au Comité de Pilotage du 29 avril pour validation et décision financière des financeurs.

Compte tenu des ultimes concertations réalisées, nous avons retenu un certain nombre d'actions conduites par diverses associations, détaillées ci-dessous par pilier :

Pilier Cohésion Sociale

Lien social :

Concerthau : « le goût de la mémoire » 1 000€

Lutte contre l'illettrisme, actions éducatives :

APS 34 : actions collectives d'animation et de socialisation
en direction de jeunes 1 000€

Concerthau

Ecole des mères et des pères 1 000€

Lecture en chemin 1 000€

Sports :

ASPTT

Accès à la pratique sportive pour tous 1 500€

Aviron sétois

Le sport outil d'insertion sociale 800€

<u>Cap au Large</u>	
Découverte de la navigation	1 500€
<u>Odyssée plongée</u>	
Opération Nemo : Activités liées au monde marin	1 000€
<u>Roller's Thau</u>	
Patinage, vecteur d'intégration pour tous	1 200€
<u>Sète Badminton</u>	
Développement de la pratique sportive	2 000€

Culture :

<u>L'Awantura</u>	
La Bocca Mobile, actions en direction de la petite enfance	1 000€
<u>CLristals (les petits débrouillards)</u>	
Sciences dans mon quartier	1 000€
<u>Lycée Joliot-Curie</u>	
Musée lycéen	800€
<u>Fies'ta Sète</u>	
Soirée inter quartiers	7 000€
<u>Mot pour mot</u>	
Les Bip (brigades d'intervention poétique)	2 000€
<u>Mot pour mot</u>	
Je t'emmène au théâtre	2 000€
<u>Scène Nationale</u>	
Pratiques artistiques et ateliers culturels	16 000€
<u>Théâtre de poche</u>	
Théâtre pour tous	1 500€

Santé :

<u>Horizon</u>	
Point d'accueil écoute jeunes	2 000€
<u>Portia</u>	
Unités mobiles de prévention de conduites à risques	2 000€
<u>Via Voltaire</u>	
Prise en charge des auteurs de violences conjugales	1 000€

Lutte contre les discriminations, Accès au droit :

<u>CIDFF</u>	
Permanences de conseil conjugal et familial	2 500€
<u>Renaissance 34</u>	
Lutte contre les discriminations	1 000€
<u>CDAD (centre départemental d'accès au droit)</u>	
Permanences juridiques pour l'accès au droit pour tous	3 000€

Sous-total : 54 800 €

Pilier Emploi, développement économique :

<u>Apije :</u>	
Accéder à l'emploi pour sortir de la précarité	800€
<u>Boutique de Gestion</u>	
Accueil et accompagnement à la création/reprise d'entreprise	3 200€
<u>Concerthau</u>	
Bien dans ses baskets pour une meilleure insertion	2 000€

Sous-total : 6 000 €

Pilier Cadre de vie, renouvellement urbain :

Compagnons bâtisseurs

Ateliers de quartiers pour la rénovation de logements 6 000€

AFJT (association des foyers des jeunes travailleurs)

Information en matière de logement 2 500€

Secours populaire

Mieux vivre chez soi 1 000€

Sous-total : 9 500 €

Les mêmes comités ont instruit puis validé les actions suivantes sous l'appellation **Ville Vie Vacances** qui se passent essentiellement pendant des périodes de vacances scolaires pour les jeunes des quartiers prioritaires :

Centre Loisirs Jeunes

Activités citoyennes, sportives et culturelles 12 000€

Odyssée plongée

Hippocampe 1 000€

Sous-total : 13 000 €

FIPD

CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et de la famille)

Accueil de jour pour les femmes victimes de violences conjugales 3 750€

VIA VOLTAIRE

Animation d'un réseau de professionnels 2 000€

ADIAV (association départementale d'information et d'aide aux victimes)

Accueil et soutien aux victimes 4 200€

Sous-total : 9 950 €

TOTAL GENERAL : 93 250 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ATTRIBUE

l'ensemble de ces subventions, dont le montant sera prélevé sur les crédits inscrits au budget de la Commune sous l'imputation 820/6574 COHSOC.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-106

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

PERSONNEL

Objet : LOGEMENTS DE FONCTION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes ;

Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 modifiant le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime de concessions de logements et modifiant le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Depuis la parution du décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement (entrée en vigueur le 11 mai 2012), sont modifiées les conditions d'attribution des logements de fonction, réservant ces concessions aux agents pour nécessité absolue de service et accordant une convention d'occupation précaire avec astreinte aux agents tenus d'accomplir un service d'astreinte.

Les agents qui occupaient ainsi un logement de fonction pouvaient en conserver le bénéfice (en l'absence de changement dans la situation ayant justifié l'attribution du logement) au plus tard jusqu'au 1er septembre 2015 et dans l'attente d'une nouvelle délibération de la ville.

En effet, il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué, gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de leurs emplois.

Ainsi, lorsque l'occupation répond à une nécessité absolue de service ou à un service d'astreinte, elle doit faire l'objet d'une concession.

Rappelons la distinction entre l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service et celle liée à l'occupation précaire avec astreinte :

- Il y a nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. Le logement est alors concédé à titre gratuit mais l'agent doit toutefois payer les charges liées à la consommation de fluides (eau, chauffage, gaz), les charges locatives ainsi que les charges générales (taxe d'habitation, frais d'entretien, assurance habitation).
- Lorsque l'agent exerce des fonctions nécessitant la réalisation d'astreintes, il bénéficie d'une convention d'occupation précaire avec astreinte. L'agent doit verser une redevance égale à 50 % de la valeur locative réelle du logement et s'acquitter de toutes les charges précitées (fluides, charges locatives et générales).

L'agent bénéficiant d'un logement de fonction dispose comme tout citoyen du principe de l'inviolabilité du domicile.

Il peut être mis fin à la concession du logement de fonction dans les cas suivants : retraite, radiation des cadres, mutation, détachement, mise à disposition, disponibilité, congé de longue maladie et congé de maladie de longue durée, décharge de fonctions, fin de détachement sur un emploi fonctionnel.

Au regard des développements précédents, il est proposé :

1°) de fixer la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction comme suit :

Agent concerné	Grade de l'agent	Motif d'attribution	Situation du logement à Sète	Consistance du logement
Gardien BAINS DOUCHES	Adjoint technique 1 ^{ère} classe	nécessité absolue de service	Bains Douches Place Stalingrad	F3 – 33 m2
Gardien Gymnase BAUDIN	Adjoint technique 1 ^{ère} classe	nécessité absolue de service	Gymnase V. FERRARI - Rue Baudin	F4 – 70 m2
Gardien Centre Maurice CLAVEL	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	nécessité absolue de service	Centre Maurice CLAVEL Rue M. CLAVEL	F4 – 84 m2
Gardien Stade René LLENSE	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	nécessité absolue de service	Stade René LLENSE – Centre Sportif Ile de Thau	F3 – 83 m2
Gardien Centre BIASCAMANO	Adjoint technique 1 ^{ère} classe	nécessité absolue de service	Centre BIASCAMANO Boulevard J. Curie	F4 – 70 m2
Gardien centre sportif du LIDO	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	nécessité absolue de service	Centre Sportif du LIDO Rue du Dauphiné	F3 – 65 m2
Gardien stade Louis MICHEL	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	nécessité absolue de service	Stade Louis MICHEL – rue Bachaga Boualem	F4 – 80 m2
Directeur du Conservatoire à rayonnement Communal	Professeur Hors Classe	convention d'occupation précaire	Conservatoire Rue Jean Moulin	F5 – 104 m2

2°) d'attribuer au Directeur du Conservatoire à Rayonnement Communal le logement de fonction pour convention dans les conditions suivantes :

Situation du logement	Consistance du logement	Conditions financières	Prestations accessoires
Conservatoire Rue Jean Moulin à Sète	Appartement F5 – 104 m2	Loyer estimé à 900€ pris en charge à 50% par la ville	100€ de provisions sur charges

3°) de revoir les concessions individuelles attribuées (à titre gratuit et moyennant redevance) afin qu'à compter du 1^{er} septembre 2015 chaque bénéficiaire assume désormais les charges liées à la consommation de fluides (eau, chauffage, gaz), les charges locatives ainsi que les charges générales (taxe d'habitation, frais d'entretien, assurance habitation).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la liste des emplois telle que présentée justifiant l'attribution de logements de fonction pour nécessité absolue de service (à titre gratuit) ou sous convention d'occupation précaire (moyennant redevance)

VALIDE l'attribution du logement au Directeur du Conservatoire à Rayonnement Communal comme décrite ci-dessus

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ladite dépense sont inscrits sur le compte 020 6132 et 614 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-107

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION DE MADAME SABATIER AUPRES D'ESCALE A SETE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées.

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'Avis de la Commission Administrative Paritaire pour la Catégorie C en date du 3 mai 2015.

A noter que les fonctions occupées par cet agent seront comparables à celles exercées au sein de la Mairie de Sète et du même niveau hiérarchique.

Egalement, le coût total de la rémunération statutaire de ces agents sera intégralement remboursé à la Ville par l'établissement d'accueil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE la mise à disposition, auprès de l'Association « Escale à Sète » de Madame SABATIER, pour une durée de 1 AN à compter du 1er juillet 2015 ;

APPROUVE la convention de mise à disposition jointe en annexe ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville, sachant que l'association « Escale à Sète » remboursera le salaire des agents à la Ville ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-108

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : BIENNALE DE VENISE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU PROJET CELESTE BOURSIER MOUGENOT

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'artiste Sétois Céleste Boursier-Mougenot est aujourd'hui une figure majeure dans le paysage de l'Art Contemporain international et expose ses œuvres dans le monde entier. Son dernier projet artistique, l'exposition « Révolutions », a été sélectionné sur un panel de quarante propositions s'inscrivant dans le cadre de la Biennale de Venise qui se déroule jusqu'au 22 Novembre 2015. Elle sera présente au sein du Pavillon Français.

La Ville de Sète est sollicitée afin d'apporter tout son soutien à ce projet d'envergure.

Berceau de nombreux talents artistiques, elle pourra à travers l'exposition proposée par cet artiste reconnu, affirmer son désir d'encourager la création et l'innovation en matière d'art contemporain.

Cette réalisation culturelle s'avère à la fois poétique et avant-gardiste, mêlant les sons musicaux dans l'espace qui lui est dévolu, appelant à la rêverie par un mélange de végétal statique, de minéral et de mouvement à travers l'objet.

Afin de participer à la réussite de ce travail, je vous propose que la Ville de Sète octroie à cet artiste Sétois une subvention exceptionnelle de 8 000 euros.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE l'attribution de cette subvention.

AUTORISE que la dépense soit prélevée sur les crédits inscrits au Budget 2015 sur le Service des Affaires Culturelles :
Nature : 6745 Fonction : 30 service CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-109

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE
CLASSEMENT A LA DRAC

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le décret du 12 octobre 2006 a réformé la procédure de classement des établissements d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Outre un changement d'appellation introduisant la notion de rayonnement communal et intercommunal, départemental et régional, il a limité la durée du classement à sept années et modifié les critères de labellisation en instaurant, notamment, une condition portant sur le nombre de spécialités enseignées.

Cette phase temporaire, qui aurait dû parvenir à son terme en 2013, a par la suite été prolongée jusqu'au 12 octobre 2015, date au-delà de laquelle les établissements, qui n'auraient pas obtenu le renouvellement de leur classement, en perdraient le bénéfice.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc Roussillon nous a adressé en date du 16 février 2015, reçu le 3 mars 2015, un questionnaire de demande de renouvellement de classement de notre conservatoire à rayonnement communal.

Ce document doit être renvoyé, accompagné du projet d'établissement contresigné par l'autorité territoriale et de la délibération concernant la demande de renouvellement de classement.

La demande de renouvellement du classement sera adressée au Préfet de Région. La décision sera prise par arrêté du Ministre de la Culture et sera communiquée courant octobre. Le renouvellement du classement sera valable pour une durée de 7 ans.

Dans l'attente d'un transfert de compétences qui sera proposé au vote par le Conseil communautaire, cette demande de renouvellement pourrait en conséquence être transférée à Thau Agglo à compter du 1^{er} janvier 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le projet d'établissement, annexé à la présente délibération,

SOLLICITE la demande de renouvellement de classement auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la demande de renouvellement du classement et tous les documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-110

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

EDUCATION

**Objet : INSTALLATION DE TABLEAU BLANC INTERACTIF DANS 8 CLASSES
ELEMENTAIRES - DEMANDE DE SUBVENTIONS**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Si la priorité de l'Éducation nationale porte sur les apprentissages fondamentaux - lire, écrire, parler correctement la langue française, compter, calculer - l'école doit également donner à chaque enfant les clés pour réussir dans une société irriguée par le numérique.

La révolution numérique est une chance pour l'école parce que les nouveaux outils offrent un potentiel de renouveau pédagogique important, pouvant améliorer l'efficacité et l'équité du système éducatif. Elle est aussi un défi parce que le développement rapide des usages du numérique oblige notamment à repenser les méthodes et les programmes d'enseignement, elle donne une nouvelle dimension au métier de l'enseignant.

Depuis plusieurs années, la ville de SETE développe l'utilisation des outils numériques dans ses établissements scolaires

Aussi en concertation avec l'éducation Nationale, elle a projeté d'équiper en 2015 , 8 classes élémentaires de tableau blanc interactif .(TBI)

Cet équipement estimé à 2500 € HT par classe, comprend :

- un écran blanc tactile
- un video projecteur
- un portable enseignant

soit une dépense totale estimée à 20 000 € HT

Pour réaliser ce projet, la ville de SETE a reçu un accord de financement de principe du Ministère de l'Intérieur au titre de la programmation 2015 des aides exceptionnelles aux collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

SOLLICITE l'octroi de la subvention inscrite au titre de la réserve parlementaire – aide exceptionnelle aux collectivités territoriales pour la programmation 2015 relative à l'installation de tableau blanc interactif dans 8 classes élémentaires

SOLLICITE les subventions les plus larges possibles relatives à cet équipement

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette le moment venu de ces subventions.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-111

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

COMMERCE - ARTISANAT

**Objet : TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE - ACTUALISATION DES TARIFS
A COMPTER DU 1ER JANVIER 2016**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Jean-Luc BOU, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2009-219 en date du 09 juin 2009 modifiée par les délibérations n° D-2010-010 du 25 janvier 2010 et n° D-2011-138 du 14 juin 2011, nous avons instauré la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE), taxe unique se substituant aux précédentes taxes sur les affiches et sur les emplacements publicitaire fixes.

En outre, par cette même délibération, nous avons notamment adopté :

- Le tarif de référence de droit commun à 15,00 €/m² pour l'année 2009 ;
- Le lissage sur 4 ans pour aboutir, à compter du 1^{er} janvier 2013, au tarif de 18 €/m² ;
- L'exonération des enseignes jusqu'à 7 m².

Les articles L. 2333-9 et 10 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) fixent les tarifs maximaux de la taxe locale sur la publicité extérieure (T.L.P.E.).

Conformément à l'article L 2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les tarifs maximaux appliqués sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année, soit en 2016 à +0,4 % (source INSEE).

Par ailleurs, conformément à l'article L 2333-11, l'augmentation du tarif de base par mètre carré d'un support est limitée à 5 € par rapport à l'année précédente.

Il vous est donc proposé pour 2016 de procéder à une revalorisation des tarifs, selon tableau joint.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte les tarifs de la TLPE, qui prendront effet au 1er janvier 2016, selon le tableau suivant:

Types	Superficies	TARIFS 2015 (par m ²)	TARIFS 2016
Dispositifs publicitaires et pré-enseignes par affichage par procédé non numérique	< ou = à 50 m ²	18,30 €	18,70 €
	> à 50 m ²	36,60 €	37,50 €
Dispositifs publicitaires et pré-enseignes par affichage par procédé numérique	< ou = à 50 m ²	54,90 €	56,20 €
	> à 50 m ²	109,80 €	112,40 €
Enseignes	Jusqu'à 7 m ²	Exonéré	Exonéré
	> à 7 m ² et < ou = à 12 m ²	18,30 €	18,70 €
	> à 12 m ² et < ou = à 50 m ²	36,60 €	37,50 €
	> 50 m ²	73,20 €	75,00 €

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, des produits de cette actualisation sous l'imputation :
Nature : 73681 – Fonction : 91 – Service : DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-112

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

ACTION SOCIALE

Objet : REALISATION D'UNE ACTION DE CHANTIER D'INSERTION - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION PASSERELLES CHANTIERS - AVENANT N° 3

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° 2012-110 du 05 juin 2012, le Conseil Municipal a décidé de conclure une convention avec l'association **Passerelles chantiers** pour la réalisation d'une action de « chantier d'insertion » se déroulant sur la commune de Sète.

Cette action intitulée « **Chantier d'insertion Bâtiment – bassin de Thau** » est financée par l'Etat par l'intermédiaire de la direction Départementale du Travail et de l'emploi, par le Département de l'Hérault et le Fonds Social Européen et par les communes qui accueillent des chantiers.

L'avenant n° 1, adopté le 18 décembre 2012 par la délibération n° D-2012-285, a prorogé la date de commencement des travaux initialement prévue au 1^{er} juillet 2012, au 1^{er} octobre 2012 jusqu'au 31 mai 2013.

L'avenant n° 2, adopté le 17 décembre 2013 par la délibération n° D-2013-312, a modifié l'article 3 de la convention initiale et les conditions de l'avenant n° 1. Les travaux qui devaient se terminer à la date du 31 mai 2013 ont été prorogés à la date du 30 juin 2014.

L'association pour des raisons de logistique lui incombant, n'a pu réaliser la totalité des travaux dans le délai qui lui était accordé.

Le présent avenant n° 3 a pour objet de modifier l'article 3 de la convention initiale et les conditions de l'avenant n° 2. Les travaux qui devaient se terminer à la date du 30 juin 2014 seront prolongés du 01 septembre 2015 au 31 décembre 2015.

Les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

L'avenant n° 3 de la convention de partenariat entre la ville de Sète et l'Association Passerelles chantiers pour la prorogation de la durée au 31 décembre 2015.

Autorise

Le maire ou son représentant à signer tous les documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-113

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

ACTION SOCIALE

**Objet : VENTE D'UN IMMEUBLE PAR LE CCAS RUE VILLARET JOYEUSE - AVIS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le Conseil d'Administration du CCAS a, par délibérations en date des 15 Avril 2013, 9 décembre 2013, 20 Janvier 2014, adopté le principe de la vente de deux immeubles appartenant au CCAS, et notamment de celui situé au 10 bis rue Villaret Joyeuse.

Ces délibérations ont fait l'objet d'un avis favorable du Conseil Municipal en date des 16 avril 2013, 17 décembre 2013 et 10 février 2014.

Par courrier du 23 septembre 2014, la Sarl Villaret Joyeuse informait le CCAS de son désistement relatif à l'achat de l'immeuble rue Villaret Joyeuse. Cet acquéreur avait été choisi au terme d'une vente de gré à gré dont le seul critère était le prix.

A ce jour, plusieurs nouvelles offres ont été transmises au CCAS qui a décidé de retenir la plus intéressante afin de préserver ses intérêts, cette vente s'intégrant dans le financement des nouveaux locaux de la Villa d'Este où cet établissement doit prochainement emménager.

L'offre la plus avantageuse reçue est celle de Madame Pascale DELAFOUGE JONES, Monsieur Claude Manuel Antoine HERSOG et Monsieur Pascal FULLA pour un prix de 340 000 euros.

Par délibération du 15 Juin 2015, le Conseil d'Administration du CCAS a pris acte de cette offre et décidé la vente de l'immeuble situé au 10 bis rue Villaret Joyeuse à ce prix.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DONNE

un avis favorable à la vente par le CCAS de l'immeuble situé au 10 bis rue Villaret Joyeuse, à Madame Pascale DELAFOUGE JONES, Monsieur Claude Manuel Antoine HERSOG et Monsieur Pascal FULLA, en association, ou à toute société qui s'y substituerait, pour un prix de 340 000 euros.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 41 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-114

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU RESEAU DE CHALEUR EN ENERGIE RENOUVELABLE PROVENANT DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DU CENTRE RAOUL FONQUERNE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération du 23 septembre 2014 la Ville de Sète a passé avec la Société DALKIA un Contrat de Performance Energétique (CPE) en vue de la gestion centralisée, de la modernisation de la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire et de froid des bâtiments communaux, piscine et connexes, ainsi que la fourniture d'énergie, l'entretien et la garantie totale des équipements et la réalisation des travaux pour une durée de 10 ans.

Aujourd'hui, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal une « Convention de mise à disposition de l'emprise foncière et des bâtiments dont dépendent les chaufferies du Centre Balnéaire Raoul Fonquerne, les locaux et les structures des installations ENR (énergie renouvelable) ainsi que leurs accessoires et dépendances » ainsi « qu'un règlement du service » et « un contrat d'abonnement ».

Cette convention de mise à disposition de l'emprise foncière passée entre la Ville de Sète et à la Société DALKIA a pour but de donner l'autorisation à celle-ci, d'exploiter et de mettre les installations existantes à disposition de clients usagers pérennes, et ce pour toute la durée du CPE.

DALKIA a donc proposé à l'I.U.T de Sète, avec accord de la ville, d'assurer le chauffage de leur structure. Les frais de raccordement étant supportés par l'I.U.T.

Concrètement, cela se traduit au travers de la convention, d'un règlement visant à fixer les conditions de fourniture de chaleur en vue du chauffage, du réchauffage de l'eau chaude sanitaire et réchauffage de l'eau des bassins, et d'un contrat d'abonnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les termes de la convention de mise à disposition du réseau de chaleur en énergie renouvelable provenant des installations techniques du centre Raoul Fonquerne dans le cadre du Contrat de Performance Energétique (CPE) en vue de la gestion centralisée, de la modernisation de la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire et de froid des bâtiments communaux, piscine et connexes, ainsi que la fourniture d'énergie, l'entretien et la garantie totale des équipements et la réalisation des travaux

APPROUVE

le contrat d'abonnement entre La ville et la société DALKIA

PREND ACTE

du contrat d'abonnement entre l'Institut Universitaire Technologique de Sète et la société DALKIA

APPROUVE

Le règlement de Service

AUTORISE

Le maire ou son représentant à signer les documents précités

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-115

MARCHES PUBLICS

Objet : ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC DIFFERENTES COMMUNES, THAU AGGLO, LE CCAS ET LA LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'EXPLOITATION DES THERMES DE BALARUC LES BAINS

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

L'achat de produits d'hygiène et de petits matériels d'entretien est une nécessité pour assurer la propreté de l'ensemble des sites communaux ou intercommunaux.

Au terme d'échanges menés entre Thau agglo, le service Achats de la ville de Sète et les différentes collectivités sollicitées, une large volonté de contracter pour ces achats sous la forme d'un groupement de commandes publiques est apparue. La perspective de réaliser d'importantes économies tout en optimisant la qualité et l'uniformisation des produits a séduit l'ensemble des membres.

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

Les marchés seront passés sous la forme de marchés à bons de commande avec maximum définis en valeur et seront conclus pour une durée totale de 4 ans (1 an reconductible 3 fois).

Thau agglo assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procédera, en concertation avec l'ensemble des membres à l'organisation de la totalité des opérations de sélection des titulaires. La commission d'appel d'offres compétente pour l'attribution des marchés sera celle de Thau agglo.

Conformément au 1^{er} alinéa de l'article 8-VII du Code des marchés Publics, Thau agglo sera chargé de signer et de notifier les marchés pour l'ensemble des membres. Chaque collectivité membre du groupement, s'assurera, pour la partie la concernant, de la bonne exécution notamment en ce qui concerne les commandes et le paiement des prestations. Le service des Achats de la ville de Sète procédera, en concertation avec l'ensemble des membres à la définition des besoins, la rédaction des pièces techniques et à l'analyse technique des offres.

Les prestations sont réparties en 4 lots comme suit :

N° lot	Désignation du lot
1	Produits d'entretien et petit matériel d'entretien
2	Papier hygiénique, essuie mains, savons et distributeurs
3	Produits d'entretien pour la restauration collective
4	Sacs à déchets

Au regard des dispositions du code des marchés publics, la consultation sera organisée sous la forme d'un appel d'offres, en application des articles 33-3°, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le tableau ci-après indique le montant maximum d'engagement annuel et total hors taxes pour chaque membre du groupement:

	Mireval	Marseillan	Gigean	Balaruc les Bains	SPLETH	Balaruc le Vieux	Sète + CCAS	Thau agglo	TOTAL
Valeur annuelle (€ H.T.)	10 000	50 000	45 000	20 600	20 000	15 000	110 000	10 000	280 600
Valeur sur 4 ans (€ H.T.)	40 000	200 000	180 000	82 400	80 000	60 000	440 000	40 000	1 122 400

Thau agglo exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention constitutive de groupement de commandes publiques entre les communes de Sète, Marseillan, Balaruc les Bains, Mireval, Balaruc le Vieux, Gigean, le centre communal d'action sociale de Sète, la Société Publique Locale d'Exploitation des Thermes de Balaruc-les-Bains (SPLETH) et Thau agglo annexée à la présente délibération

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature :606311 Fonction :020 Service : ECONOMAT

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant et tous documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-116

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : ACQUISITION DE PRODUITS INDUSTRIELS LOT 6 ET 7 - AVENANT N° 1

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 12 mars 2013 (D-2013-055), le Conseil Municipal a décidé de l'attribution des marchés d'acquisition de produits industriels 2013-7.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande passé avec plusieurs titulaires par lot (6 maximum), en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

La S.A.R.L. SMCI est titulaire des lots 6 (en 1ère position) et 7 (en 3ème position).

Par jugement du 13 mars 2015, le tribunal de commerce de Montpellier a ouvert une procédure de liquidation judiciaire au bénéfice de la société SMCI.

La Cession du fonds de commerce de la SMCI est faite au profit de Monsieur Georges SUTOUR et Madame Myriam ARTERO par le biais d'une SAS en cours de constitution.

Le présent avenant consiste en la reprise par la société MCI des marchés précités attribués à la société SMCI.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

l'avenant de transfert n° 1 des marchés d'acquisition de produits industriels 2013-7, attribués à la société SMCI, soit le lot 6 (en 1ère position) et lot 7 (en 3^{ème} position), au profit de la Société MCI


Autorise

le Maire ou l'élu délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-117

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE -
COMPTE RENDU D'ACTIVITES 2013/2014 DU DELEGATAIRE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Blandine AUTHIE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le délégataire d'un service public doit produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et une analyse de la qualité du service.

Ce rapport doit être accompagné d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution de ce service public


Enfin ce rapport une fois communiqué doit être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil Municipal afin que vous puissiez en prendre acte.

Je vous présente donc, le compte rendu annuel d'activité pour l'année 2013/2014 de la société SODEXO, annexé à la présente délibération, en vous demandant de bien vouloir en prendre acte.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE du compte rendu annuel d'activité de la Société SODEXO pour l'année 2013/2014

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-118

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - CAFETERIA DU MUSEE PAUL VALERY -
CASINO - RAPPORTS ANNUELS 2014 DES DELEGATAIRES**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de délégation et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Je vous rappelle que la convention d'exploitation des établissements qui manqueraient à leurs obligations contractuelles peut être résiliée.

Les rapports que je vous sou mets aujourd'hui ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 15/06/2015.

Ils concernent pour l'exercice écoulé 2014, les services suivants :

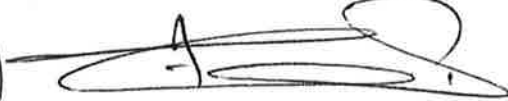

- **l'exploitation des jeux du casino**
 - la Société SETE LOISIRS
- **l'exploitation de la cafétéria du Musée Paul Valéry**
 - la SARL BRASSERIE DES ARTS

pour lesquels des notes synthétiques individuelles ont été établies et annexées à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE des rapports ci-dessus évoqués

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-119

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT - APPROBATION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Directive n° 2002/49/CE du 25 juin 2002,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Conformément aux articles L. 572-8 et R. 572-9 du code de l'environnement, le projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de la ville de Sète a fait l'objet d'une mise à disposition du public du 23/03/2015 au 23/05/2015 afin que celui-ci puisse présenter ses observations sur un registre ouvert à cet effet,

La Directive européenne n° 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement prescrit l'élaboration des Cartes Stratégiques du Bruit (CSB) à partir desquelles des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) sont élaborés,

VU la transposition de cette directive par l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 et ses textes d'application le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 et l'arrêté du 4 avril 2006,

VU les circulaires du 7 juin 2007 et du 23 juillet 2008,

L'ambition de la Directive est de garantir une information des populations sur les niveaux d'exposition au bruit, ses effets sur la santé, ainsi que les actions engagées ou prévues, L'objectif du PPBE est principalement d'optimiser sur un plan technique, stratégique et économique les actions à engager afin d'améliorer les situations critiques (situations où la population est exposée potentiellement à des dépassements des valeurs limites), préserver la qualité des endroits remarquables et prévenir toute évolution prévisible du bruit dans l'environnement, et ce à l'échelle globale de son territoire.

Conformément au Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des plans de prévention du bruit dans l'environnement, le plan expose les mesures envisageables à court ou moyen terme, et recense les mesures de prévention ou de résorption déjà réalisées ou actées par chacun des acteurs concernés, afin de fournir une vision globale de la gestion de la problématique.

Le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du territoire de la Ville de Sète a fait l'objet d'une mise à disposition du public pendant une durée de deux mois conformément aux textes de transposition de la Directive Européenne 2002/49/CE, du 23/03/2015 au 23/05/2015.

Aucune remarque n'ayant été formulée par le public pendant cette période, le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) est aujourd'hui soumis à l'approbation du Conseil municipal avant transmission au Préfet du Département de l'Hérault.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du territoire de la Ville de Sète,

CHARGE Monsieur le Sénateur-Maire de le transmettre à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Le rapporteur :
Signé : Gérard NAUDIN

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-120

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : TRANSFERT DE GESTION DES BERGES DE L'ETANG DE THAU DU DOMAINE PUBLIC MARITIME A LA COMMUNE - LIEU DIT PONT LEVIS AU SECTEUR OUEST DU CHEMIN DES HIRONDELLES - CONVENTION AVEC L'ETAT

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2012-242 en date du 13 novembre 2012, le Conseil Municipal avait demandé le transfert de gestion au profit de la Commune du Domaine Public Maritime des bords de l'Etang, sur la base de l'article L2123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Lors de cette délibération, le Conseil avait souhaité ce transfert sur les axes suivants :

- reprendre l'actuel aménagement très dégradé de la promenade du Barrou, sur le côté est de la pointe du Barrou ;
- valoriser l'aspect naturel du rivage sur le côté Ouest de la pointe du Barrou jusqu'à l'extrémité du Canal des Quilles (promenade des Cabilloules)
- préserver sur la totalité la libre circulation piétonne (principe du « chemin des douaniers »)

- procéder à un entretien régulier de ces berges, tant en terme de cheminement qu'en terme paysager et floral.

Après un travail de concertation avec les Services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34), le dossier a été instruit par les services de l'Etat.

A l'issue de cette phase, le périmètre de ce transfert a été déterminé de façon précise :

- il ne concerne que la partie terrestre du Domaine Public Maritime (schématiquement des berges jusqu'aux limites de parcelles), la DDTM conservant la gestion de la partie immergée
- il concerne le linéaire des bords de l'Etang, depuis le Pont-levis jusqu'à l'extrémité ouest du chemin des Hirondelles (entrée du quartier du Barrou) non compris l'enceinte du Port départemental du Barrou et du Lycée de la Mer, et à l'exclusion de 3 secteurs identifiés dans la convention (secteurs nécessitant des études complémentaires de la part des services de l'Etat) ;
- le projet reprend exactement les axes souhaités lors de la précédente délibération et rappelés ci-dessus.

Désormais, ce transfert sera effectif dès signature de la convention ci-annexée et de l'arrêté préfectoral autorisant ce transfert de gestion, pour une durée de 25 ans ; le périmètre exact est rappelé dans les planches 1 à 4, ainsi que A, B et C du projet de convention.

L'Etat renonce à toute redevance, en contrepartie des investissements et frais d'entretien déjà assurés par la Commune en lieu et place de celui-ci, tous frais qui sont rappelés dans l'annexe du projet de convention.

La Commune établira les conventions d'AOT avec les riverains et en percevra les redevances à compter de 2016. A cet effet, un tarif sera fixé dans les mois à venir, en se basant sur les montants des redevances 2015, dont la liste est en cours d'actualisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le principe du transfert de gestion du domaine public maritime des bords de l'Etang, depuis l'extrémité du chemin des Hirondelles jusqu'au Pont-levis, non compris les zones expressément exclues


AUTORISE

Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec Monsieur le Préfet

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 35 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-121

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

SERVICES TECHNIQUES

**Objet : PROGRAMME "VERT DEMAIN" - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE
SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE THAU**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du programme VERT DEMAIN, une étude a été menée et conduite sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte du Bassin de Thau. La Commune de Sète, s'est ainsi engagée dans un « Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et horticoles » (PAPPH) visant à répondre aux exigences de directives européennes, nationales et territoriales ayant pour objectif la préservation de la ressource en eau.

Les phases de diagnostics et d'étude ayant été maintenant achevées et un plan d'actions défini et adopté lors du comité de suivi du 17 février 2015, Il convient aujourd'hui d'instaurer et d'organiser les modalités du partenariat entre le SMBT et la commune de Sète afin de déterminer les appuis techniques relatifs à :

- ✓ la mise en œuvre des préconisations du PAPPH,
- ✓ la réalisation des projets de requalification d'espaces verts préalablement identifiés,

- ✓ La mise en œuvre des actions de formation des élus et des services municipaux,
- ✓ Mis en œuvre des actions de communication et de sensibilisation tant vers les riverains que vers les jardiniers amateurs.

et d'y inscrire les engagements de chacune des parties.

Cette convention de partenariat prend effet à la date de signature par les différentes parties, pour une durée de 36 mois, conformément aux réalisations des actions issues du Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles préalablement acté.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

la convention de partenariat pour la mise en œuvre des actions et préconisations issues du programme "Vert Demain" sur la Commune de Sète entre le Syndicat Mixte du Bassin de Thau et la Commune de Sète

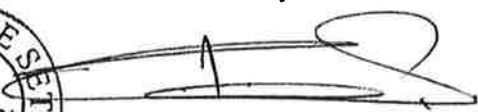
Autorise

Monsieur le Sénateur-Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tous documents s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-122

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : ACQUISITION DE MATERIELS ALTERNATIFS AUX DESHERBAGES CHIMIQUES -
CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LES VILLES DE
SETE, MARSEILLAN, BALARUC LES BAINS, VILLEVEYRAC ET BOUZIGUES

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du programme VERT DEMAIN, les Communes de Sète, Marseillan, Balaruc les Bains, Bouzigues et Villeveyrac se sont engagées dans un Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et horticoles.

Cette démarche vise à répondre aux exigences de directives européennes, nationales et territoriales ayant pour objectif la préservation de la ressource en eau (maintien de son bon état chimique et écologique) avec la réduction voire l'abandon de l'utilisation des produits phytosanitaires, produits des plus polluants.

Cette préservation passe donc par la réduction de l'usage des produits phytosanitaires sur les espaces publics dans un premier temps avec une réduction de moitié décrit par la Plan Ecophyto 2018, pour renoncer à l'usage total des molécules les plus dangereuses avec la loi Labbé, d'ici janvier 2020.

Pour faire face à ces nouveaux défis, il convient de modifier nos pratiques en utilisant des outils éco-responsables, alternatifs aux désherbages chimiques, et s'équiper de matériel approprié. En outre, les Communes pourraient bénéficier d'une participation financière, sous forme de subvention de l'Agence de l'Eau, à hauteur de 80 % de leurs dépenses respectives.

Une procédure de passation de marché d'acquisition de matériels alternatifs aux désherbages chimiques doit être prochainement lancée à laquelle la Commune de Sète souhaite associer les Communes de Balaruc les Bains, Marseillan, Bouzigues et Villeveyrac. Dans un souci d'optimisation de gestion et de rationalisation des dépenses publiques, ce partenariat passerait par la création d'un groupement de commandes en vue de la passation du marché.

Une Convention portant constitution du groupement de commandes publiques et en définissant les modalités de fonctionnement est à passer entre les communes de Sète, Balaruc les Bains, Marseillan, Bouzigues et Villeveyrac sur le fondement de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La commune de Sète est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, objet de la présente convention, au sens de l'article 8 II du Code des Marchés Publics. A ce titre, la commune de Sète aura en charge la procédure de passation, la signature du marché et sa notification au nom des membres du groupement. Chaque membre du groupement se chargera de ses propres commandes et de l'exécution financière afférente.

Les modalités de gestion de la procédure sont celles définies par le règlement interne du coordonnateur (commune de Sète).

La consultation doit être lancée par procédure formalisée à l'issue de laquelle, le marché sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification et pourra être reconduit pour trois périodes de même durée.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sont décrites dans la convention constitutive du groupement. La convention du groupement sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation des différents Conseils Municipaux concernés.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché à passer, soit de sa signature par l'ensemble des parties jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE la constitution d'un groupement de commandes publiques portant contrat d'acquisition de matériels alternatifs aux désherbages chimiques ;

ADOpte cette convention à passer avec les communes de Balaruc les Bains, Marseillan, Bouzigues et Villeveyrac.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer la convention et le marché conclu dans le cadre de ce groupement ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Stéphanie GOUDEAU
Anne GOUDOU
Secrétaire Général



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-123

SERVICES TECHNIQUES

Objet : APPROBATION DU PLAN D'ACTIONS RELATIF AU PLAN D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) - DEMANDE DE FINANCEMENT AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MEDITERRANEE - CORSE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du programme VERT DEMAIN, une étude a été menée et conduite sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte du Bassin de Thau. La Commune de Sète, s'est ainsi engagée dans un « Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles » (PAPPH) visant à répondre aux exigences de directives européennes, nationales et territoriales ayant pour objectif la préservation de la ressource en eau.

Cette protection préconise deux axes d'actions : le premier – vise à réduire les risques de transfert des pesticides en rationalisant leur utilisation et en améliorant les pratiques phytosanitaires sur la commune par la réduction puis l'abandon de l'utilisation des produits phytosanitaires par les personnes publiques, à l'aube du 1^{er} janvier 2020 avec la Loi Labbé ; le deuxième - intègre la

préservation quantitative de la ressource en favorisant les économies d'eau utilisée pour l'arrosage des espaces verts. Cette réduction des consommations d'eau passe par une gestion/choix adaptée/appropriée des aménagements paysagers et de leurs arrosages.

Un diagnostic des pratiques a été joint à la présente délibération et un plan d'actions a été proposé et validé au Comité de Suivi du 17 février 2015 (joint à la présente délibération). L'étude est donc aujourd'hui achevée et les objectifs fixés par le PAPPH se déclinent ainsi en deux axes principaux :

1° / Atteindre le « zéro phyto » pour 2020, en s'engageant dès 2015 à réduire les risques de transferts de pesticides en rationalisant leur utilisation et en améliorant les pratiques phytosanitaires sur la Commune, tout en intégrant une gestion différenciée. Celle-ci consiste à ne pas appliquer, à tous les espaces, la même intensité, ni la même nature de soins en fonction notamment de l'impact visuel (zones à fort impact, zones à impact visuel moindre, zone d'espaces naturels). Ces éléments conduisent à

- Désherbage des voiries : réduction progressive de l'utilisation des désherbants chimiques. La voirie, dont les eaux de ruissellement se jettent dans la lagune ne sera plus désherbée chimiquement. En fonction des résultats obtenus, la zone pourra s'étendre à d'autres secteurs les années suivantes.

Secteur Saint Clair et secteur Lagune :
zéro phyto

Secteur Littoral et réseau séparatif :
maintien des pratiques actuelles en 2015 (mécanique et chimique) avec équipement de binette pour les balayeurs de rue

- Désherbage des espaces verts : réduire fortement l'emploi de désherbant. La réduction se fera progressivement en visant à terme le Zéro désherbant. Néanmoins, utilisation possible en cas de débordement (un seul passage localisé en respectant la réglementation)
- Désherbage des cimetières : passage en Zéro désherbant sur le cimetière Marin et mise en place de zone tests sur des sections du cimetière Le Py (enherbement et désherbage mécanique).
- Désherbage des installations sportives : entretien sans désherbant pour les surfaces autres que les aires de jeux en pelouse et en limiter l'emploi par des désherbants sélectifs sur les aires de jeux en pelouse.
- Traitements phytosanitaires : continuer à tester des alternatives aux traitements chimiques ; réaliser des formations appropriées ; se rapprocher de la FREDON LR pour tout conseil sur les ravageurs et les maladies.

2° / Préserver la ressource naturelle en réduisant la consommation d'eau :

- Requalification d'espaces verts : 2 sites pilotes ont été choisis dans le cadre de la réduction de la consommation d'eau :

L'avenue Jean Monnet : 2 zones de pelouses seront réduites d'un tiers pour être à terme remplacées par des massifs secs tout en ayant recours à des vivaces et grimpantes fleuries qui assurent un visuel esthétique.

Le Rond Point de l'Europe : mise en place de bulbes printaniers sur 3 zones du rond point afin de diminuer l'arrosage et le supprimer progressivement les années suivantes.

Ce programme d'actions nécessite des investissements conséquents qui peuvent être financés, en partie, par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) et dont voici les coûts estimatifs :

Axes du plan d'actions	Estimations		
	Coût total € (HT)	Coût financeur AERMC	Coût Commune € (HT)
Les pratiques alternatives	192 710	99 768	92 942
<i>Matériel Nettoyement</i>	151 300	66 640	84 660
<i>Matériel Jardins & Paysages</i>	25 050	20 040	5 010
<i>Matériel Cimetières</i>	3 100	2 480	620
<i>Matériel Sports</i>	6 450	5 160	1 290
<i>Requalification espaces verts</i>	6 810	5 448	1 362
Réglementation phytosanitaire	11 490	0	11 490
Communication	10 000	8 000	2 000
TOTAL	214 200	107 768	106 432

Aujourd'hui, il convient de valider le plan d'actions tel que présenté (en pièce annexe) au Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et HORTICOLES et permettre d'effectuer toutes les démarches auprès des partenaires financeurs notamment l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

VALIDE le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles et ses axes d'actions ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'élu délégué à effectuer les démarches et demandes de subventions auprès des partenaires financeurs, et notamment l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.


AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

REALISE les préconisations et les investissements prévus au programme d'actions, sous réserve de l'attribution des financements sollicités.

AUTORISE Le trésorier Municipal de faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-125

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : RAMASSAGE DES ENCOMBRANTS - ANNEES 2015-2016 - CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES AVEC THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la convention liant Thau Agglomération et la Ville de Sète dans le cadre d'une prestation de services ponctuelle pour le ramassage des encombrants.

Thau Agglomération est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers dans leur ensemble.

Toutefois, les services techniques de la Ville disposent de moyens et de personnel qualifié plus adaptés à la collecte spécifique des encombrants.

Conformément à l'article L5211-4-1 du code Général des collectivités territoriales, cette prestation de service ponctuelle entre Thau agglomération et la Ville de Sète permet d'assurer une meilleure qualité du service public et de rationaliser les coûts.

Afin d'en définir les modalités pratiques et les conditions financières, une convention a été élaborée et annexée à la présente délibération. Elle prendra fin au **31 Décembre 2016**.

Dès la signature de cette convention Thau Agglomération procède à l'organisation de ces opérations d'enlèvements par quartier, à des dates fixes, selon une périodicité trimestrielle et sur appels téléphoniques opérationnels.

Ce service est assuré dans notre ville :

- régulièrement par Thau Agglomération
- ponctuellement et sur demande expresse de Thau Agglomération par le service municipal du SMIR.

Thau Agglomération formule au SMIR ses demandes d'intervention :

- avant midi pour un signalement du SMIR intervenu dans la matinée,
- avant 17h pour un signalement du SMIR intervenu dans l'après-midi.

La Commune met partiellement à la disposition de Thau Agglomération ses moyens, **soit deux agents et un véhicule de type camion benne de moins de 3.5 Tonnes pour des prestations qui donneront lieu à établissement d'un état trimestriel sur la base tarifaire de 190 euros/tonne.**

Le montant de la prestation que Thau Agglomération s'engage à rembourser à la commune ne pourra excéder un maximum annuel de **3 €/habitant DGF**.

Le montant prévisionnel pour 2015-2016 est de 8 550,00 €/an soit environ 45 tonnes d'encombrants collectés par la Ville par an.

Il est nécessaire de ramasser les déchets encombrants produits par les ménages sur la Commune de SETE et il apparaît plus efficace que ce service soit réalisé par des agents de la Commune dans la mesure où elle dispose du matériel et du personnel adapté.

Cette délibération consiste à fixer les modalités de mutualisation des services entre Thau Agglomération et la Commune de Sète par une convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE la convention ci annexée entre Thau Agglomération et la Ville de Sète


AUTORISE le Maire à signer ladite convention

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette au moment voulu sur l'imputation :
Nature : 70878 Fonction : 821 Service : SMIR

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-126

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : PARC AQUATECHNIQUE - AUTORISATION A DONNER A THAU AGGLO POUR LA DIVISION DE LA PARCELLE AC 632

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Conseil Communautaire de Thau Agglo a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement, l'entretien et la gestion de 15 zones d'activités communales dont celle du Parc Aquatechnique de Sète.

Le transfert patrimonial et financier de ladite zone qui a fait l'objet dans un premier temps d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, est également soumis au vote du Conseil Municipal.

L'une des parcelles concernées par ce transfert est la parcelle cadastrée section AC 632, qui fait actuellement l'objet de négociations avec une entreprise souhaitant en acquérir une partie en vue du développement de son activité.

La commune, actuelle propriétaire de cette parcelle a été sollicitée par Thau Agglo pour l'autoriser à engager les démarches administratives visant à la division de cette parcelle.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE Thau Agglo à procéder à la division de la parcelle AC 632 sise au Parc Aquatechnique

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-127

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : ZONE D'ACTIVITE "PARC AQUATECHNIQUE" - TRANSFERT A THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 17 octobre 2014, n°2014-152, le Conseil Communautaire de Thau Agglo a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement, l'entretien et la gestion de 15 zones d'activités communales dont celle du Parc Aquatechnique de SETE.

Le transfert patrimonial et financier de ladite zone a fait l'objet dans un premier temps d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015.

La Ville de SETE restant propriétaire de terrains aménagés cessibles aux entreprises, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau souhaite que soit opéré le transfert de cette zone en pleine propriété, afin de pouvoir exercer sa compétence « développement économique ».

Conformément à l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres doivent se prononcer sur un transfert en pleine propriété de ces parcelles, les conditions financières liées au transfert doivent être décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et des 2/3 au moins des Conseils Municipaux des communes membres représentant plus de la 1/2 de la population totale de celles-ci ou par 1/2 au moins des Conseils Municipaux représentant les 2/3 de la population.

Les parcelles concernées sont cadastrées section AC n° : 295, 416, 533, 622,632 et 417 pour une superficie totale de 12592 m².

Le transfert s'effectuera en pleine propriété et la cession des parcelles sera opérée pour un montant de 907 200 € HT, taxe à la valeur ajoutée sur la marge non comprise.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le transfert en pleine propriété à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau de la zone d'activité « Parc Aquatechnique » situé sur la commune de SETE

DECIDE de la cession des parcelles précitées pour un montant de 907 200 HT, taxe à la valeur ajoutée sur la marge non comprise

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,

AUTORISE Le trésorier municipal à faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-128

INTERCOMMUNALITE

**Objet : ZONES D'ACTIVITES DES EAUX BLANCHES ET PARCS AQUATECHNIQUES -
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES MUNICIPAUX ET
CONVENTION FINANCIERE DE REMBOURSEMENT DES CHARGES DE
GESTION ET D'ENTRETIEN AVEC THAU AGGLO**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-5-1 du CGCT, Thau agglo exerce de plein droit au lieu et place des communes la compétence développement économique ; cette dernière portant notamment sur « la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire ».

Par délibération communautaire n° 2014-152, en date du 17 octobre 2014, les zones d'activités économiques des Eaux Blanches et des Parcs Aquatechnique (Parc Aquatechnique et lotissement nord), ont été déclarées d'intérêt communautaire ; déclaration prenant effet à compter du 2 mars 2015.

Le transfert de compétences d'une commune à un EPCI entraîne de droit le transfert du service ou de la partie du service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier.

Afin d'assurer la continuité de service dans la gestion de ces zones d'activités, jusqu'ici assurée par des agents du service technique de la commune, et permettre à Thau agglo de mettre en place les marchés et contrats adéquats, au plus tard au 31 décembre 2015, il est convenu entre la Ville et Thau agglo que les services de la Ville concernés sont conservés par cette dernière à raison du caractère partiel du transfert des compétences nécessaires à l'entretien des zones et sont mis à disposition de Thau agglo dans le cadre d'une convention de mutualisation ascendante pour, l'entretien des zones d'activités communautaires des Eaux Blanches et des Parcs Aquatechnique (Parc Aquatechnique et lotissement nord) ; Thau agglo procédant au remboursement des charges d'entretien courant générées pour ces zones d'activités.

Le montant annuel de cet entretien pour ces zones s'élève à 73 306,11 € TTC, dont le remboursement est lié à la signature de la convention de remboursement ci-annexée.

A titre d'information, il est à noter que le même type de convention de mutualisation ascendante et de remboursement des charges d'entretien et de gestion des ZAE transférées à l'agglo par délibération du 17 octobre 2014 va intervenir avec les communes de Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Gigan, Marseillan, Mireval et Vic la Gardiole.

Le bureau communautaire en date du 7 mai 2015 a autorisé la signature de la convention de mise à disposition des services municipaux et financière de remboursement des charges de gestion et d'entretien entre la ville de Sète et Thau agglo.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les termes de la convention de mise à disposition des services municipaux et financière de remboursement des charges de gestion et d'entretien entre Thau agglo et la commune de Sète, ci-annexée,

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document s'y rapportant, pour la gestion et l'entretien des zones d'activités économiques des Eaux Blanches et des Parcs Aquatechnique et portant à 73 306,11 € TTC la participation financière de Thau agglo jusqu'au 31 décembre 2015

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-129

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : INSTALLATION, LA MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ABRIS VOYAGEURS AFFECTES AU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS - INSTALLATION ET ENTRETIEN DES ABRIS VOYAGEURS - TRANSFERT DE COMPETENCES

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Colette GUIRAUDOU - JAMMA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Depuis sa création, et en application d'arrêtés préfectoraux, Thau agglo, intervient, au titre de sa compétence « organisation de la mobilité », dans l'installation et l'entretien des poteaux d'arrêts de bus et d'une partie des abris-voyageurs présents sur son territoire.

Or, par décision en date du 8 octobre 2012 le Conseil d'Etat est venu interpréter de manière restrictive le champ de la compétence « organisation de la mobilité » des communautés d'agglomération en estimant que la compétence transports ne s'étendait pas à la réalisation et l'entretien des abris voyageurs « lesquels ne sont pas des équipements indispensables à l'exécution du service public de transport public ». Etant précisé que les poteaux d'arrêts ne sont pas concernés par cette jurisprudence.

La haute juridiction admet cependant la possibilité d'un transfert de cette compétence au titre des compétences supplémentaires des communautés d'agglomération.

Le transfert de cette compétence par les communes membres et, par conséquent, la modification des statuts de Thau agglo permettrait donc de clarifier le cadre juridique de l'intervention de la communauté en la matière, de se conformer à la jurisprudence du Conseil d'Etat et d'uniformiser la gestion des abris-voyageurs sur l'ensemble de son territoire.

Il est donc proposé aux communes membres de transférer, au titre des compétences supplémentaires, la compétence : « Installation, maintenance et entretien des abris voyageurs affectés au service public des transports urbains ».

Le transfert d'une compétence supplémentaire doit selon les dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT de donner lieu à la procédure suivante : délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI, à savoir les 2/3 des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou au moins la moitié des conseils municipaux des communes membres représentant les 2/3 de la population totale de celles-ci.

Les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois, à compter de la notification aux maires des communes membres de la délibération du conseil communautaire, pour se prononcer sur le transfert proposé de la compétence supplémentaire « Installation, maintenance et entretien des abris voyageurs affectés au service public des transports urbains ».

Le transfert de compétence est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

A la date du transfert de compétence, Thau agglo se substituera alors de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes, dont notamment les éventuels contrats conclus avec des prestataires privés.

En outre, le transfert de compétence entraînera la mise à disposition de plein droit au profit de Thau agglo des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence. Il en va ainsi du domaine public communal occupé actuellement par les abris voyageurs.

La commission Mobilité et Politiques de Transports réunie 18 mars 2015 a donné un avis favorable à cette démarche.

Thau agglo par sa délibération n° 2015-35 s'est prononcé en Conseil Communautaire le 28 avril 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le transfert, de la Commune de Sète au bénéfice de Thau agglo, de la compétence supplémentaire « installation, maintenance et entretien des abris voyageurs affectés au service public de transports urbains »

APPROUVE

la mise à disposition du domaine public de la Commune de Sète à titre gratuit pour l'installation des abris voyageurs


AUTORISE

Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document en ce sens

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-130

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

INTERCOMMUNALITE

**Objet : PROJETS DE POLES D'ECHANGES MULTIMODAUX ET DE HALTES
FERROVIAIRES - TRANSFERT DE COMPETENCE**

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Les documents de planification portant sur le territoire communautaire, Schéma de Cohérence Territoriale et Plan de Déplacements Urbains, sont porteurs d'ambition en matière de politique de transport et notamment de report modal sur le transport ferroviaire pour tout ce qui concerne les déplacements de dimension métropolitaine.

Le territoire est notamment concerné par 4 équipements identifiés par ces documents : les futurs pôles d'échanges multimodaux de Sète et de Frontignan, ainsi que les haltes ferroviaires de Mireval et de Marseillan.

En matière de pôle d'échange, l'Etat et la Région ont affiché leur volonté de participer à côté des collectivités territoriales, de RFF et de la SNCF à leur aménagement et plus particulièrement à leur mise en accessibilité.

Pour ce qui concerne la gare de Sète, depuis 2007, et afin d'accompagner la dynamique initiée en 2005 dans le cadre du développement de l'attractivité de l'axe ferroviaire Lunel-Sète, une réflexion a été menée par l'ensemble des partenaires (l'Etat, RFF, SNCF, Région Languedoc-Roussillon, Département de l'Hérault, Ville de Sète et Thau agglo) en vue de transformer la gare de Sète en Pôle d'échanges multimodal (PEM). En effet, au vu du fort potentiel du développement du trafic ferroviaire et des données actuelles tendant à prouver l'essor de la gare de Sète (+ de 1 300 000 voyageurs à l'horizon 2020), il convient de réaménager la gare en véritable PEM.

La réalisation de ce PEM participera à la structuration du développement du territoire autour de systèmes de transports collectifs accessibles à tous, performants et cohérents entre eux.

A l'échelle « locale » du Bassin de Thau, la réalisation du PEM s'inscrit en cohérence avec les documents de planification existants à ce jour que sont :

- le Schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle du Bassin de Thau
- le Plan de Déplacements Urbains 2012-2022 de Thau agglo

Bien plus encore, ce PEM s'inscrit dans la continuité de trois autres études spécifiques en cours permettant d'obtenir une approche globale en matière de mobilité:

- l'étude préalable pour la réalisation d'un TCSP sur la RD2, étude pilotée par Thau agglo
- l'étude préalable pour la réalisation d'un TCSP sur les boulevards Verdun/Blanc sur la commune de Sète, étude pilotée par Thau agglo.
- l'étude en vue de la réalisation d'un TCSP sur la partie basse de l'échangeur Clémenceau permettant un lien plus direct entre le secteur Ile de Thau (quartier prioritaire), l'Hôpital et la gare de Sète, pilotée par les services du Conseil Départemental.

Ce PEM s'inscrit également dans :

- la logique urbaine de densification menée par la ville de Sète à travers son Plan Local d'Urbanisme.
- le souhait de Thau agglo de désenclaver le quartier de l'Ile de Thau en assurant un lien fort entre ce quartier et le PEM grâce à la création d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP) sur cette artère structurante de la commune de Sète (cf fiche action Verdun/Blanc).

Cependant, et afin que Thau agglo puisse porter ce projet de pôle d'échange multimodal il convient pour ce faire d'adapter ses statuts.

En effet, toute communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres la compétence « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code » au sein de la compétence « Aménagement de l'espace communautaire ».

Or, cette compétence reste insuffisante pour permettre à Thau agglo la prise en charge des aménagements du pôle d'échange multimodal de Sète.

Ainsi, et conformément aux dispositions de l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, Thau agglo demande à l'ensemble des communes membres de bien vouloir lui transférer la compétence facultative relative à la réalisation de ces aménagements, à savoir :

« Aménagement du Pôle d'échange multimodal de Sète, dont :

- ✓ Aménagement d'un parvis Nord avec notamment une zone intermodale, aire de stationnement
- ✓ Aménagement d'un parvis Sud avec notamment une gare routière
- ✓ Franchissement du faisceau ferroviaire par la création d'une passerelle assurant la liaison entre les transports urbains circulant au Nord et au Sud dudit faisceau ».

Le transfert d'une compétence supplémentaire doit selon les dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT de donner lieu à la procédure suivante : délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI, à savoir les 2/3 des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou au moins la moitié des conseils municipaux des communes membres représentant les 2/3 de la population totale de celles-ci.

Les conseils municipaux disposeront d'un délai de trois mois, à compter de la notification aux maires des communes membres de la délibération du conseil communautaire, pour se prononcer sur le transfert proposé de la compétence supplémentaire « Aménagement du Pôle d'échange multimodal de Sète, dont :

- ✓ Aménagement d'un parvis Nord avec notamment une zone intermodal, aire de stationnement
- ✓ Aménagement d'un parvis Sud avec notamment une gare routière
- ✓ Franchissement du faisceau ferroviaire par la création d'une passerelle assurant la liaison entre les transports urbains circulant au Nord et au Sud dudit faisceau ».

Le transfert de compétence est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

A la date du transfert de compétence, Thau agglomération se substituera alors de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes, dont notamment les éventuels contrats conclus avec des prestataires privés.

En outre, le transfert de compétence entraînera la mise à disposition de plein droit au profit de Thau agglomération des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le transfert de la compétence supplémentaire « Aménagement du Pôle d'échange multimodal de Sète au bénéfice de Thau agglomération, dont :

- L'aménagement d'un parvis Nord avec notamment une zone intermodal, aire de stationnement
- L'aménagement d'un parvis Sud avec notamment une gare routière
- Le franchissement du faisceau ferroviaire par la création d'une passerelle assurant la liaison entre les transports urbains circulant au Nord et au Sud dudit faisceau ».

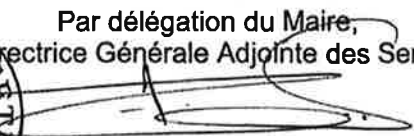
AUTORISE

Le Sénateur Maire, ou son représentant, à signer tout document en ce sens.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-131

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

URBANISME

Objet : ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD) ENTRE EST - APPROBATION DU NOUVEAU PERIMETRE

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 13 décembre 2011, le Conseil Municipal a donné un avis favorable à la création d'une zone d'aménagement différé à l'Est du territoire communal, et sollicité le préfet en ce sens. La création de cette zone s'inscrit dans l'objectif d'assurer la reconversion urbaine de ce site en vue de la réalisation d'un pôle multimodal autour de la gare ferroviaire, accompagné d'une vaste opération d'aménagement d'ensemble. Le périmètre couvert par cette zone représente environ 98 hectares.

La Zone d'Aménagement Différé « Entrée Est » a été ainsi créée par l'arrêté préfectoral n°2012-01-728 du 27 mars 2012, celui-ci considérant notamment que la création d'une zone d'aménagement différé permettrait à la commune de constituer des réserves foncières destinées à mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat, à organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques, à réaliser des équipements collectifs et à se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

Afin d'assurer le portage foncier, la commune de Sète a confié à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon une mission d'anticipation foncière sur une durée de 5 ans, par une convention cadre d'anticipation foncière conclue en octobre 2012.

Le Conseil communautaire de Thau Agglo du 17 décembre 2014 ayant affirmé par la suite sa volonté d'investissement dans l'aménagement de cet espace d'intérêt communautaire dit « Entrée est - Partie Nord », la commune a fait évoluer la convention bipartite initiale vers une convention tripartite commune de Sète, Thau Agglo et EPF LR, par délibération du lundi 2 mars 2015.

Cette convention porte sur un périmètre élargi, d'une superficie d'environ 113 hectares situés au nord du canal de Lapeyrade.

Il s'agit essentiellement des parcelles appartenant à la société Angibaud, dont les locaux sont aujourd'hui désaffectés et représentant une superficie de 3,8 hectares, ainsi que des parcelles propriété de la société Flexys, dont les installations sont en cours de démantèlement et s'étendant sur 11,2 hectares. Leur situation stratégique à proximité du futur pôle d'échange multimodal et des zones d'activité justifie leur intégration au périmètre de la ZAD.

Ainsi les parcelles nouvellement annexées/rattachées au périmètre de ZAD sont :

- AC 196, AC 244, AC 372, AC 373, AC 374, AC 364, AC 365, AC 366, AC 500, AC 514, AC 610
- AD 129, AD 130, AD 131, AD 132, AD 133, AD 177

Cette extension du périmètre de la ZAD nécessite un nouvel arrêté préfectoral.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DONNE

un avis favorable à l'extension du périmètre de la zone d'aménagement différé (ZAD) telle que décrite ci-dessus et telle que délimité sur le plan annexé à la présente délibération

SOLLICITE

de Monsieur le Préfet l'approbation du nouveau périmètre de ZAD tel que délimité sur le plan annexé à la présente délibération

AUTORISE

le maire à signer tout document ou acte concernant cette affaire

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS

POUR : 35 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-132

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 22 JUIN 2015

URBANISME

Objet : AIRE DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET URBAIN (AVAP) - DEFINITION DES MODALITES ET LANCEMENT DE LA CONCERTATION

L'an deux mille quinze et le 22 juin, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Jocelyne VILLA-GIZARDIN donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Christian DALMON

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ont substitué le dispositif nouveau des AVAP aux zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP).

La mise à l'étude de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), point de départ de sa procédure de création, menée en collaboration entre la collectivité et l'Etat, a été prescrite par délibération du conseil municipal du 25 septembre 2012 (n°D-2012-174).

Une Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP) a été créée par délibération n° D-2012-175 du conseil municipal 25 septembre 2012.

Rappel des objectifs

Conformément à l'article L.642-1 du Code du Patrimoine, l'AVAP a pour objet de « promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du Plan Local d'Urbanisme, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces. L'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine a le caractère de servitude d'utilité publique ».

A la différence de la ZPPAUP, la procédure d'élaboration de l'AVAP comporte un volet concertation, dont le but est d'associer la population dès l'amont du projet et pas seulement au moment de l'enquête publique et de recueillir son avis. La concertation a lieu à partir de la phase 2 « propositions d'orientations » et durant toute la durée de l'élaboration de l'AVAP jusqu'à l'arrêt du projet.

Définition des modalités de la concertation

Les modalités de la concertation sont prévues par l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme. Conformément à cet article, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les propositions d'actions de concertation et d'information listées ci-dessous qui accompagneront l'élaboration de l'AVAP de Sète.

La concertation s'organisera autour de :

- La mise à disposition du public d'un dossier de concertation, disponible en Mairie, pendant ses heures d'ouverture et sur le site internet de la commune et ce, pendant toute la durée de la procédure de concertation,
- La mise à disposition du public d'un registre d'observations, disponible en Mairie, pendant ses heures d'ouverture, et pendant toute la durée de la procédure de concertation, destinée à recueillir les remarques et propositions des acteurs locaux et de la population,
- L'organisation de réunions publiques d'écoute et d'information aux étapes clés de l'élaboration du projet (modalités à définir),
- La fourniture épisodique d'informations par la commune sur l'avancée de la procédure par affiches, plaquettes, articles de presse ou sur le site internet de la commune,
- La réalisation d'une exposition abordant les objectifs et les enjeux du projet, dont les dates seront publiées en temps opportun dans la presse locale,

De plus, la commune a souhaité élargir le champ de la concertation réglementaire aux acteurs locaux et usagers concernés en mettant en place des conférences et visites, ainsi que les ateliers thématiques suivants :

- Un cycle de conférences sur le thème du patrimoine de Sète
- Un cycle de promenades urbaines
- Des ateliers thématiques pour les professionnels

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, le conseil municipal arrêtera par la suite le bilan de la concertation, qui sera joint au dossier d'enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les objectifs et modalités de la concertation prévue par l'article L300-2 du code de l'urbanisme, tels que définis précédemment

DECIDE l'engagement de la concertation selon les modalités définies ci-dessus

AUTORISE le Maire à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.